



Les militant-e-s de Solidarité sans frontières, des citoyens comme les autres ?

Florence Passy et Gian-Andrea Monsch

Septembre 2011

Préambule

Ce rapport s'inscrit dans une recherche comparative plus large qui a pour objectif d'expliquer l'engagement de citoyen-ne-s dans les mouvements sociaux et de comprendre pourquoi certaines personnes s'engagent pour défendre les droits et le bien-être des autres comme dans le cas de l'action protestataire pour défendre les sans-papiers, les personnes déshéritées ou des populations dont les droits sont niés. Cette recherche est essentiellement financée par le Fond National Suisse de la Recherche Scientifique. Nous avons reçu un soutien complémentaire de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et de la Fondation du 450^e. Nous remercions l'ensemble des institutions qui ont permis la réalisation de cette recherche.

Nous remercions également les nombreux collaboratrices et collaborateurs qui ont participé à cette recherche : Jules César Pooda et Noémi Michel pour la retranscription des entretiens qualitatifs ; Nicolas Pekari, Thierry Rossier, Frédéric Tétaz et Raffaël Himmelsbach pour leur travail sur les enquêtes quantitatives. Nous remercions également notre mandataire Datadoxa pour la réalisation des enquêtes quantitatives. Enfin, une recherche ne peut être autre chose qu'un échange permanent avec des collègues. Nous remercions pour leurs conseils et vigilance critique Doug McAdam de l'Université de Stanford, Dominique Joye de l'Université de Lausanne, Marlène Sapin de l'institut FORS et Gaëtan Clavien de l'Université de Genève.

Nous tenons également à remercier Solidarité sans frontières pour sa collaboration à cette recherche. Solidarité sans frontières nous a donné accès à un échantillon représentatif de ses militant-e-s et nous a facilité la mise en contact avec des personnes engagées pour conduire des récits de vie. Nous remercions en particulier Gisela Grimm et Balthasar Glättli pour leur travail et soutien. Dans le cadre de notre collaboration, nous délivrons à Solidarité sans frontières, et à titre gracieux, ce rapport de recherche qui est le fruit de l'analyse du sondage conduit auprès de ses militant-e-s.

Enfin, cette recherche n'aurait pas pu voir le jour sans la collaboration des militant-e-s qui ont participé à l'enquête quantitative et qualitative de ce programme de recherche. Nous les remercions pour nous avoir accordé un temps précieux pour que nous puissions réaliser les différents volets de cette recherche.

Les militant-e-s de Sosf, des citoyens comme les autres ?

Qui s'engage à Solidarité sans frontières (Sosf) ? Comment ces militant-e-s rejoignent cette organisation ? Et pourquoi s'engagent-ils pour défendre les droits des migrant-e-s ? Ce sont ces trois questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Ces trois questions sont importantes pour le monde de la recherche car elles renvoient à des processus sociaux qui font encore débat. Ces questions sont également importantes pour le monde de la militance et des organisations des mouvements sociaux. Pourquoi ?

Ces questions nous permettent de cerner trois enjeux : le profil sociologique des militant-e-s, les chemins qui permettent à des personnes de rejoindre la contestation politique, et les motivations qui président à leur engagement. Pour les organisations qui s'engagent dans l'espace politique comme Sosf, ces questions sont importantes car elles renvoient à trois préoccupations qu'a généralement le monde de la militance, à savoir : connaître le *potentiel politique* sur lequel l'organisation peut construire sa protestation ; cerner les *canaux* qui conduisent des personnes à rejoindre la contestation et son organisation ; et appréhender les *raisons* qui conduisent à traduire une préoccupation pour un enjeu politique en une mobilisation effective. Ainsi, préoccupations scientifiques et préoccupations politiques se rejoignent ici. Outre ces questions qui mobilisent un intérêt commun, nous discuterons aussi de l'évaluation de Sosf par ses militant-e-s.

La philosophie qui préside à ce document est celui de *l'échange*, à savoir une collaboration que nous souhaitons fructueuse entre le monde de la recherche et celui des organisations engagées dans l'espace politique. Nous livrons dans ce document nos analyses et interprétations sur les trois questions qui guident notre discussion. Ces analyses et interprétations reposent sur un socle de savoir spécifique, celui de la recherche sur l'action protestataire qui a progressivement élargi son cercle de connaissances à la fin des années 70. Ce savoir, comme tout type de savoir scientifique, est dans le monde de la recherche sans cesse débattu. C'est cette mise en discussion qui permet à la connaissance de progresser en abandonnant certaines hypothèses et en en mobilisant de nouvelles. Nous souhaitons, en tant que partenaire, vous inviter à participer à ces débats. Le savoir est toujours en construction et les échanges sont des vecteurs importants de cette construction.

Qui sont les militant-e-s de Sosf ?

La recherche a mis en exergue que les personnes engagées dans l'action contestataire proviennent de segments spécifiques de la société. L'engagement politique mobilise des personnes munies d'importants capitaux sociaux, en particulier scolaires. Mais surtout, l'action politique mobilise sur des lignes de tensions sociales et politiques, communément appelées clivages (Bartolini et Mair 1990). Par exemple, le XIXe et XXe siècle ont connu

une mobilisation importante sur le clivage de classe. La protestation qui a émergé dans les années 60 repose aussi sur une ligne de fraction particulière : le *clivage postindustriel* (Kriesi 1993, Jasper 1997). Ce clivage a conservé la préoccupation de la justice sociale, propre au clivage de classe, en la doublant d'une nouvelle préoccupation: l'émancipation individuelle et collective¹, ainsi qu'une politisation de la société du risque. Ce nouveau conflit est politisé par une nouvelle famille d'acteurs protestataires que sont les mouvements postindustriels regroupant les organisations écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, d'aide au développement, de défense des droits humains, etc. Ces acteurs ont aussi été appelés *left-libertarian movements* renvoyant à leurs luttes politiques pour défendre à la fois une plus grande justice sociale (*left*) et la promotion de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). En se mobilisant sur des lignes de forces sociopolitiques, les acteurs collectifs ont un *potentiel politique* qui leur est spécifique. Les personnes qui rejoignent l'action politique ont donc de fortes chances d'avoir un profil social particulier et d'être porteuses de valeurs qui leurs sont propres. Sosf, étant un acteur de la famille des mouvements postindustriels, devrait mobiliser des militant-e-s qui ont cet ancrage social spécifique.

Un ancrage de classe spécifique

De nombreux travaux ont montré que c'était essentiellement les citoyen-e-s de la classe moyenne qui étaient porteurs de la contestation postindustrielle et plus particulièrement un segment spécifique de cette classe : les travailleurs socioculturels (professionnels de l'enseignement, du domaine médical, du travail social et culturel). Cet ancrage de classe spécifique se voit également confirmé pour les militant-e-s de Sosf (Tableau 1.1).

La quasi totalité des militant-e-s de Sosf est membre de la *classe moyenne*. Cette classe sociale est très largement surreprésentée parmi la population des militant-e-s. En revanche, les membres de l'ancienne bourgeoisie et plus encore ceux de la classe ouvrière sont nettement sous-représentés. Le conflit postindustriel est donc bien celui de la classe moyenne, et en ceci les militant-e-s de Sosf ne se distinguent pas de ceux du WWF et de la Déclaration de Berne (DB), sondés à la fin des années 90. Toutefois, il convient de relever que les militant-e-s de Sosf ont une hétérogénéité sociale encore moins importante que les militant-e-s du WWF ou de la Déclaration de Berne². Tous les militant-e-s, ou presque, sont ancrés dans la même classe sociale.

Au sein de la classe moyenne, nous voyons que ce sont surtout les *travailleurs socioculturels* qui sont mobilisés. Les militant-e-s de Sosf sont essentiellement inscrits dans ce segment de la classe moyenne. Toutefois, les managers, qui ont toujours été sous-représentés dans les mouvements postindustriels comme nous pouvons le voir au WWF et à la DB, ne le sont pas à Sosf. Deux explications peuvent être apportées à cette mobilisation inattendue des managers. Soit Sosf a su élargir son potentiel politique à ce segment social, soit le conflit postindustriel n'oppose en fait pas des segments spécifiques au sein de la nouvelle

¹ L'émancipation collective renvoie à l'émancipation des minorités : les femmes, les gays et lesbiennes, les minorités ethniques et raciales, etc.

² Le même constat peut-être fait en comparant les militant-e-s de Sosf avec ceux des mouvements postindustriels sondés en 2010, comme Greenpeace par exemple.

classe moyenne, comme le suggéraient les chercheurs, mais des classes sociales entre elles, notamment entre la nouvelle classe moyenne et la classe ouvrière.

Tableau 1.1: La classe sociale des militant-e-s

	DB	WWF	Suisse 1995	SOSF	Suisse 2007	SOSF Passifs	SOSF Actifs
	%	%	%	%	%	%	%
Bourgeoisie/ ancienne cl. moyenne	14	11	19	6	17	6	8
<i>Professions libérales (indépendants)</i>	9	7	8	5	5	5	8
<i>Employeurs/ artisans</i>	4	3	7	1	12	1	0
<i>Paysans</i>	1	1	4				
Nouvelle classe moyenne	76	66	48	93	40	94	93
<i>Spécialistes socioculturels</i>	59	45	14	61	13	62	61
<i>Technocrates</i>	16	19	14	6	9	6	5
<i>Managers</i>	1	2	20	26	18	26	27
Classe ouvrière	12	23	34	0	44	0	0
<i>Employés qualifiés</i>	3	6	23	0	34	0	0
<i>Employés non-qualifiés</i>	9	17	11	0	10	0	0
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
n	599	535	2807	453	3849	346	107

NOTE : Déclaration de Berne (Passy 1998a) ; WWF (Passy 1998b) ; Suisse 1995 (Bütschi 1997) ; Suisse 2007 (Selects 2007).

Les militant-e-s de Sosf ont un ancrage de classe qui les distingue donc clairement de la population suisse. En revanche, à l'intérieur de la population militante nous devons souligner une *homogénéité sociale* importante. Les activistes, les personnes qui prennent une part active au processus de mobilisation en s'engageant dans l'organisation de Sosf ou dans ses campagnes, ne se distinguent pas des sympathisant-e-s qui apportent un soutien passif à l'organisation en la soutenant financièrement³. Activistes et sympathisant-e-s appartiennent au même monde social.

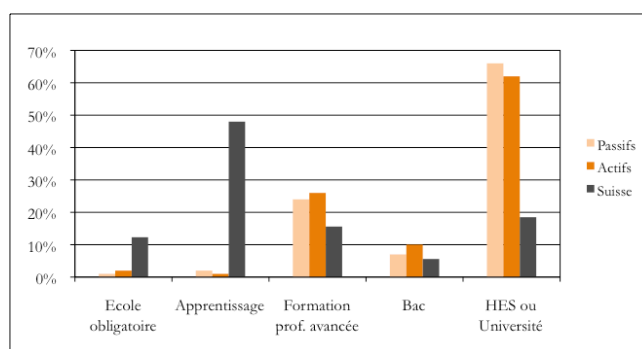
³ La distinction entre *activistes* et *sympathisant-e-s* est une distinction importante pour la recherche car nous avons affaire à des mondes de militance distincts qui suivent des processus d'engagement qui leur sont propres (Oliver 1980, Passy 1998). Nous distinguons les personnes qui sont dans un processus actif de mobilisation (participation à l'organisation de Sosf, à ses comités, groupes de travail, campagnes d'action, etc.) – les *activistes* – des personnes qui soutiennent Sosf uniquement financièrement (cotisations, dons, etc.) – les *sympathisant-e-s*.

Etant donné que Sosf est une organisation faitière, nombre de personnes soutiennent financièrement Sosf mais sont en revanche actives dans des collectifs et autres organisations de défense des droits des migrant-e-s. Pour analyser de façon appropriée les personnes véritablement actives dans la défense des migrant-e-s et celles qui apportent un soutien uniquement financier, nous avons regroupé dans la catégorie des « activistes » les militant-e-s actifs à Sosf et dans d'autres organisations de défense des migrant-e-s. Sosf a 17% d'activistes, mais elle a 18% de sympathisant-e-s actifs dans d'autres organisations. Au total, la catégorie « activistes » représente 35% de l'échantillon. Dans les tableaux et figures, nous utilisons le terme « actif » pour désigner les activistes et « passif » pour désigner les sympathisant-e-s.

Des militant-e-s hautement formés

La classe sociale constitue un indicateur pour cerner l’ancrage social des individus, le niveau d’éducation en est un autre. L’action politique est le fait de gens hautement dotés en capitaux scolaires. De surcroît, en sachant que les militant-e-s de Sosf appartiennent à des segments de classe hautement dotés en formation, nous ne pouvons que nous attendre à une population militante richement pourvue en ressources scolaires. C’est effectivement ce que confirme la figure 1.1. Près des deux-tiers des militant-e-s de Sosf ont une formation universitaire ou équivalente. Et, plus d’un tiers a une formation professionnelle avancée ou est titulaire d’un baccalauréat⁴. En revanche, les personnes qui ont une formation élémentaire ou professionnelle de base sont largement sous-représentées à Sosf. *Les militant-e-s de Sosf se distinguent donc de façon considérable du reste de la population.* Cette forte surreprésentation des personnes hautement formées n’est pas propre à Sosf. Les militant-e-s des mouvements postindustriels sont richement dotés en capitaux scolaires. Là encore, nous ne relevons aucune différence significative entre activistes et sympathisant-e-s de Sosf.

Figure 1.1 : Le niveau d’éducation des militant-e-s de Sosf



NOTE: "Quelle est la formation la plus élevée que vous avez achevée, ou quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu?" Suisse (Selects 2007) n=4'353 ; Passifs n= 316, Actifs n=270, VdC a/p=08. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Une architecture spécifique des valeurs

Le clivage postindustriel mobiliserait des personnes qui ont une architecture des valeurs qui reposerait sur deux piliers normatifs : la défense de la justice sociale et une meilleure redistribution des ressources au sein de la population (*left*), et la défense de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). Qu’en est-il pour les militant-e-s de Sosf? Sur ces deux piliers normatifs, les militant-e-s se distinguent là aussi clairement de la population suisse (Figure 1.2 et 1.3). Ils sont nettement plus favorables à une plus grande justice sociale au sein de nos sociétés et ont un souci marqué à l’égard des libertés et

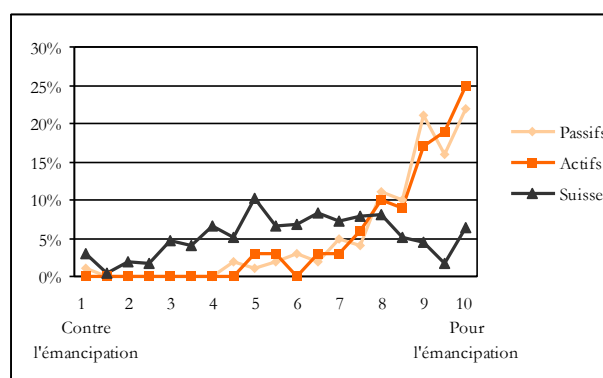
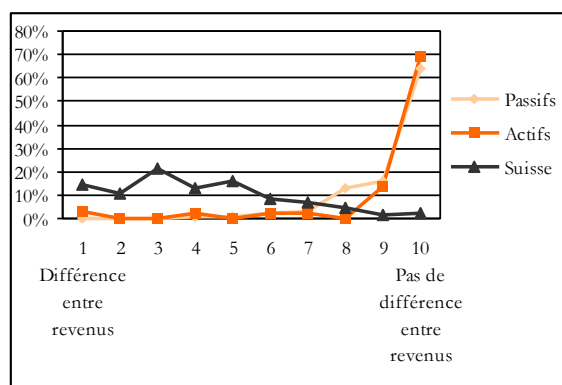
⁴ Les personnes qui ont une formation professionnelle avancée sont les personnes qui ont plus de trois ans d’apprentissage et de formation pour obtenir leur diplôme professionnel.

émancipations individuelles. Les militant-e-s de Sosf, comme ceux des autres organisations postindustrielles, ont donc bien un *profil normatif particulier*.

Sympathisant-e-s et activistes se distinguent-ils en termes de leur architecture de valeurs ? Il n'en est rien. Sur les deux piliers normatifs que sont la justice sociale et l'émancipation, activistes et sympathisant-e-s de Sosf sont bien des personnes inscrites dans des valeurs *left-libertarian* qui les distinguent du reste de la population. Autrement dit, au sein de Sosf, que ce soit du point de vue social ou normatif, nous devons relever une *forte homogénéité des militant-e-s*.

Figure 1.2: Positionnement en matière de justice sociale

Figure 1.3: Positionnement en matière d'émancipation



NOTE 1.2: Le graphique représente la distribution de l'affirmation suivante: 1 «De plus grandes différences de revenus sont nécessaires afin d'encourager les efforts individuels» et 10 «Les différences entre les revenus devraient diminuer». Suisse (EVS 2008) n=1241 (moyenne=6.3, écart type 2.5), Passifs n=322 (m=9.3, et=1.7), Actifs n=270 (m=9.3, et=1.3), Eta a/p=01. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

NOTE 1.3: Le graphique représente la distribution de la moyenne entre deux variables portant sur l'émancipation des migrants. La première avait comme deux extrêmes 1 « Les immigrants prennent le travail des gens nés dans le pays » et 10 « Les immigrants ne prennent pas le travail des gens nés dans le pays ». Pour la deuxième, les affirmations étaient 1 « La culture d'un pays n'est pas menacée par les immigrants » et 10 « La culture d'un pays est menacée par les immigrants ». Suisse (EVS 2008) n=1253 (moyenne=6.1, écart type 2.2), Passifs n=306 (m=8.5, et=1.5), Actifs n=265 (m=8.6, et=1.5), Eta a/p=.03. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

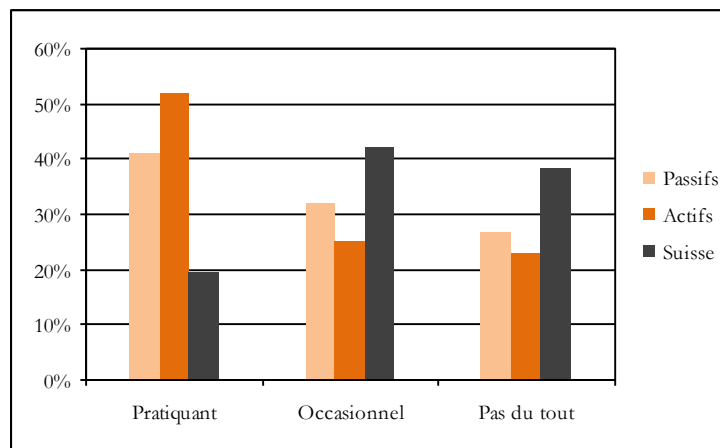
Du point de vue de l'architecture des valeurs, nous devons relever une spécificité des militant-e-s de Sosf qui a trait à leur *proximité aux valeurs chrétiennes*. Contrairement à la population suisse, les militant-e-s sont des personnes qui suivent régulièrement les offices religieux, en particulier des églises chrétiennes (Figure 1.4). La moitié des activistes et 40% des sympathisant-e-s sont des pratiquants⁵. Non seulement les militant-e-s de Sosf se distinguent de la population suisse mais aussi des militant-e-s d'autres segments protestataires des mouvements postindustriels. Par exemple, les militant-e-s écologistes, comme ceux du WWF et de Greenpeace, n'ont aucune pratique religieuse.

Les militant-e-s qui s'engagent pour la défense des migrant-e-s ont bel et bien une structure des valeurs propre au clivage postindustriel. A cet égard, ils ne se distinguent pas des autres militant-e-s des mouvements postindustriels. Toutefois, les militant-e-s de ces mouvements postindustriels peuvent, ou non, doubler cette architecture normative, de valeurs chrétiennes. C'est le cas pour les militant-e-s de Sosf comme pour ceux de la DB. Cette spécificité tient davantage aux enjeux spécifiques sur lesquels sont engagés les différentes protestations postindustrielles qu'à une spécificité sociale et normative de ces

⁵ La différence entre activistes et sympathisant-e-s n'est statistiquement pas significative.

militant-e-s. La défense des droits des migrant-e-s, comme l'aide au développement ou le pacifisme ont un ancrage social à la fois dans des milieux laïcs et chrétiens. En revanche, l'écologie ou la défense des droits des femmes par exemple ont un ancrage essentiellement non religieux. Quelque soit l'ancrage social de la protestation postindustrielle, *les militant-e-s partagent néanmoins le même monde social et normatif*: ce sont des personnes venant de la classe moyenne, et principalement du segment des travailleurs socioculturels, et ont une architecture des valeurs qui repose sur ce double pilier normatif que sont des valeurs de gauche émancipatrice.

Figure 1.4 : Les pratiques religieuses des militant-e-s

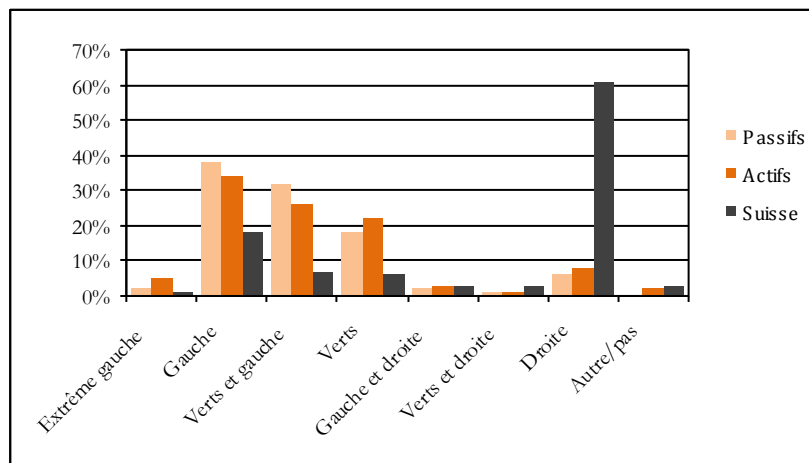


NOTE: En dehors des mariages, des enterrements et des baptêmes, à quelle fréquence assistez-vous à un service religieux de votre confession? Suisse (EVS 2008) n=1'257; Passifs n= 198, Actifs n=173, VdC a/p=.11. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Un ancrage politique spécifique

L'inscription sociale et normative des militant-e-s se traduit par un soutien politique aux mouvements postindustriels, comme en s'engageant à Sosf, mais aussi par un soutien partisan singulier. L'analyse de la proximité partisane des militant-e-s rend bien compte de la spécificité de leur architecture des valeurs reposant sur un double pilier : justice sociale (*left*) et émancipation (*libertarian*). Les militant-e-s sont à la fois proches des *partis de gauche*, notamment du Parti socialiste, et *des Verts* (Figure 1.5). Il convient de rappeler que les partis écologistes sont nés du clivage postindustriel. En revanche, très peu de militant-e-s se sentent proches des partis d'extrême gauche, et peu se situent à droite de l'échiquier politique. Là encore, la distinction avec le reste de la population est claire, et la proximité de ces militant-e-s avec ceux du WWF et de la DB est importante.

Figure 1.5 : La préférence partisane des militants



NOTE: Combinaison de : Etes-vous membre d'un parti politique et quel est le parti qui vous est particulièrement proche? Suisse (Selects 2007) n=1'416, Passifs n=286, Actifs n=253. La comparaison avec la Suisse repose uniquement sur les personnes qui déclarent avoir une identification partisane: 35% des répondants.

Des militant-e-s d'un âge avancé

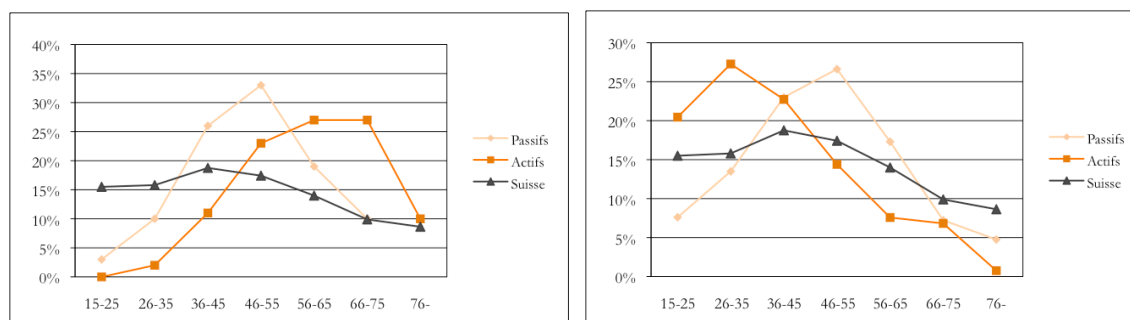
Avant de conclure cette première discussion, nous aimerions encore présenter une dernière analyse relative à l'âge des militant-e-s. Cette analyse nous semble importante pour l'organisation de Sosf. La *moyenne d'âge des militant-e-s de Sosf est élevée* (Figure 1.6). Activistes et sympathisant-e-s ont en moyenne 60 ans. Ce sont essentiellement des personnes qui ont entre 46 et 75 ans qui s'engagent ou soutiennent financièrement Sosf. Les jeunes sont très peu présents. Les personnes entre 36 et 45 ans, qui sont généralement des personnes actives dans les secteurs protestataires postindustriels, sont très faiblement engagées à Sosf. La comparaison avec Greenpeace est saisissante. Les activistes de Greenpeace ont une moyenne d'âge inférieure à 40 ans. Les sympathisant-e-s sont plus âgés (48 ans en moyenne), toutefois ils sont, comparativement à Sosf, beaucoup plus jeunes.

On peut voir également une tendance étonnante à Sosf. Généralement, les activistes délaissent assez jeune l'engagement actif qui requiert une mobilisation concrète et effective. En revanche, les sympathisant-e-s poursuivent leur soutien à l'organisation jusqu'à un âge plus avancé. Cette tendance, que nous retrouvons chez les militant-e-s de Greenpeace, est assez typique de l'engagement protestataire. Or, à Sosf les activistes poursuivent plus longuement leur engagement en dépit du fait qu'ils avancent en âge. Les sympathisant-e-s, à l'inverse, se retirent de l'engagement un plus jeune que ne le font les activistes. Autrement dit, nous retrouvons une tendance légèrement inversée pour Sosf comparativement aux autres organisations protestataires. Le point cardinal à relever ici est *l'âge très avancé des activistes de Sosf*; une spécificité que nous ne retrouvons pas dans les autres organisations postindustrielles, et en particulier chez les écologistes.

Figure 1.6 : L'âge des militant-e-s

Sosf

Greenpeace



NOTE Sosf: Suisse (Selects 2007), n=3'803; Sosf, n=578. Moyennes : Suisse 50.8 (écart-type 18.1), Sosf passifs 58.9 (écart-type 11.9), actifs 60.4 (écart-type 12.3), eta a/p : ns. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

NOTE Greenpeace: Suisse (Selects 2007), n=3803; Greenpeace, n=658. Moyennes : Suisse 50.8 (écart-type 18.1), Greenpeace passifs 48.0 (écart-type 15.0), actifs 39 (écart-type 15.0), eta a/p : -.27***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur le profil social et normatif des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les militant-e-s de Sosf s'inscrivent effectivement dans un **segment spécifique de la société**. Ce résultat a pour conséquence pour Sosf qu'elle a un potentiel politique qui lui est propre. Ce ne sont pas des citoyen-ne-s lambda qui sont membres de cette organisation mais des personnes socialement typées. Sosf, comme le WWF, la DB et les autres organisations du mouvement postindustriel ont un terrain de recrutement qui repose sur un segment spécifique de la population. Il est donc difficile de mobiliser des personnes en dehors de ce bastion social. Le potentiel politique de Sosf est donc clairement délimité.

Deuxièmement, les militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, proviennent du même segment social. **La population militante est donc très homogène**. Il en va de même pour les protestations postindustrielles, toutefois cette tendance est encore plus marquée pour Sosf. Pour Sosf ce résultat a comme implication que même le recrutement de sympathisant-e-s est difficile à réaliser à l'extérieur de son bastion social de prédilection.

Troisièmement, les militant-e-s de Sosf, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, ont **un âge avancé**. Cette situation n'est pas propre aux mobilisations postindustrielles, comme l'a montré la comparaison avec Greenpeace. Mais alors à quoi tient cette spécificité de Sosf ? Nous pouvons avancer deux explications. La première tient à l'enjeu de protestation. La mobilisation sur les enjeux migratoires est particulièrement difficile, et notamment en Suisse comme nous avons pu le mettre en exergue dans une recherche antérieure (Giugni et Passy 2006, Koopmans et al. 2005). On peut imaginer qu'il soit nécessaire d'être des militant-e-s particulièrement expérimentés pour pouvoir affronter l'Etat sur de tels enjeux politiques, ou plus encore d'être ancré de façon importante dans les réseaux sociaux pour pouvoir rejoindre une contestation qui est difficile et qui mobilise des organisations qui ont une faible visibilité publique. L'analyse des chemins de

l'engagement tend à soutenir cette hypothèse (cf. prochaine section). Une seconde explication a trait à l'histoire organisationnelle de Sosf. Sosf est une organisation faitière qui a pour objectif de soutenir et rassembler différentes mobilisations collectives qui luttent pour une amélioration des droits des migrant-e-s. Peut-être que cette structure organisationnelle attire davantage des personnes plus expérimentées, et donc plus âgées, ainsi que des personnes mieux insérées dans les réseaux sociaux. Il est difficile de trancher entre ces deux explications. Toutefois, la structure d'âge des militant-e-s a une implication importante pour Sosf. Deux situations sont imaginables. La première, l'organisation arrive à mobiliser toujours les mêmes tranches d'âge et à renouveler son corps de militant-e-s. Dans ce cas, Sosf peut perdurer dans le temps. Dans un deuxième cas de figure, Sosf n'arrive pas à renouveler les cohortes vieillissantes qui sortent progressivement de l'action politique, et là l'organisation risque d'affronter d'importantes difficultés quant à sa survie. Si Sosf se trouve dans un tel cas de figure, il conviendrait à l'organisation d'élargir son potentiel militant, non pas sur d'autres segments sociaux qui sont difficiles à mobiliser, mais sur des structures d'âge plus larges. Le clivage postindustriel est porté par un segment social spécifique mais qui n'est pas lié aux structures d'âge. Jeunes et moins jeunes sont mobilisés sur ces lignes de clivages politiques. Il est donc imaginable de mobiliser plus largement dans les jeunes cohortes d'âge. Dans ce cas-là, c'est un travail en termes de recrutement, de stratégies d'action et peut-être de formes organisationnelles sur lesquelles doit réfléchir Sosf si elle souhaite élargir son potentiel militant.

Quels sont les chemins de l'engagement ?

Réfléchir aux chemins de l'engagement, nous amène à réfléchir à deux processus distincts : le processus de sensibilisation ou de *socialisation* à l'enjeu, et le processus de *mobilisation*, autrement dit de conversion d'une sensibilité à un enjeu en un engagement effectif. Nous discuterons ici ces deux aspects en nous posant les questions suivantes : quels sont les canaux de sensibilisation aux enjeux liés aux migrations ? Et quels sont les canaux qui conduisent à l'engagement pour défendre les droits des migrant-e-s et, plus spécifiquement, à l'organisation de Sosf.

La recherche nous a rendus attentifs au rôle important des *réseaux sociaux*, qu'ils soient de nature formelle, comme l'insertion dans une organisation, ou informelle par le biais d'échanges interpersonnels entre des individus. Par exemple, les études sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont mis en exergue le rôle crucial joué par le réseau des églises baptistes pour s'engager dans ce mouvement. D'autres recherches ont montré l'importance des réseaux interpersonnels pour l'engagement militant. Selon ces études, les réseaux jouent un rôle à la fois dans le processus de socialisation à l'enjeu contestataire mais aussi dans le processus de mobilisation. Récemment, des auteurs ont remis en cause la prédominance des réseaux à la fois dans le processus de socialisation et de recrutement (Jasper). Les réseaux ne seraient qu'un canal parmi d'autres, notamment pour des protestations qui ne se déroulent pas dans la clandestinité. Sosf se situe dans ce cas de figure. Alors examinons la place des réseaux sociaux dans ce type d'engagement politique.

Un contexte relationnel qui favorise leur socialisation

Le contexte relationnel dans lequel évolue l'individu est potentiellement un important vecteur de socialisation aux enjeux protestataires. L'interaction sociale, à la fois dans des groupes formels ou entre individus, favorise la sensibilisation d'un acteur à des problèmes politiques. Nous examinons ici le *contexte relationnel* des militant-e-s *avant* qu'ils ne soient engagés à Sosf, en portant un regard spécifique à leur insertion dans les réseaux organisationnels (formels) puis dans les réseaux interpersonnels (informels).

La recherche montre que les personnes avant de s'engager étaient généralement insérées dans des *groupes et réseaux sociaux*. Cette insertion facilite la socialisation à l'enjeu et permet aussi de tisser des ponts entre différentes structures militantes. Qu'en est-il pour Sosf ? Avant de rejoindre Sosf, les militant-e-s étaient fortement insérés dans des réseaux organisationnels (Tableau 2.1). Les trois-quarts des militant-e-s étaient déjà inscrits dans des réseaux sociaux, soit en étant actifs, soit en étant de simples sympathisant-e-s.

Tableau 2.1 : L'insertion des militant-e-s dans les réseaux formels *avant* de s'engager dans l'organisation

	DB	WWF	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Postindustrielles	44	49	68	63	75	0.13***
<i>Ecologistes</i>	25	27	44	44	45	
<i>Aide au développement</i>	19	20	45	40	51	0.11**
<i>Droits humains</i>	9	12	41	35	50	0.15***
<i>Droits des migrants</i>	2	3	-	-	-	
<i>Pacifistes</i>	6	7	37	31	44	0.13***
<i>Consommateurs</i>	4	8	12	13	12	
<i>Féministes</i>	3	3	22	19	26	0.09*
<i>Gays</i>	0	0	3	2	3	
<i>Altermondialistes</i>	-	-	13	12	15	
<i>Anarchistes</i>	-	-	6	3	10	0.14***
Travail	18	16	34	31	38	ns
<i>Syndicats</i>	11	15	28	23	35	0.12***
<i>Professionnelles</i>	9	2	12	15	8	-0.10**
Partis politiques	5	8	26	24	29	ns
<i>Partis</i>	5	8	26	24	29	
Religieuses et caritatives	14	19	45	41	51	0.10**
<i>Religieuses</i>	10	10	25	21	29	0.09*
<i>Caritatives</i>	5	11	35	30	41	0.11**
Autres	9	36	50	47	54	0.08*
<i>Jeunes/ étudiants</i>	0	1	24	19	32	0.15***
<i>Locataires</i>	2	9	21	22	19	
<i>Quartiers</i>	1	-	-	-	-	
<i>Parents d'élèves</i>	2	22	9	10	8	
<i>Automobilistes</i>	4	21	3	3	3	
<i>Militaires/ patriotes</i>	0	3	1	2	0	
<i>Culturelles/ hobby</i>	-	18	21	19	23	
<i>Autres</i>	2	9	9	9	9	
Total	77	67	75	71	81	0.11**

NOTE: Est-ce que vous étiez membre ou engagé dans ces associations / groupes avant votre engagement à Sosf? Déclaration de Berne (Passy 1998a) n=646, WWF (Passy 1998b) n=670. Sosf: Passifs n=414, Actifs n=309. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

L'insertion générale dans les réseaux n'est pas un indicateur suffisamment précis. Tous les réseaux n'ont pas la capacité à socialiser les individus sur les enjeux liés aux migrations. L'insertion dans les *organisations postindustrielles* est un meilleur indicateur puisque ces organisations partagent un cadre cognitif commun (*master frame*) qui peut sensibiliser les individus sur les enjeux de cette famille spécifique de mouvements (Snow & Benford 1992). Les militant-e-s de Sosf sont fortement insérés dans les organisations postindustrielles, et de façon nettement plus importantes que ne l'étaient les militant-e-s du WWF et de la DB. Les trois-quarts des militant-e-s de Sosf étaient déjà membres d'une ou plusieurs organisations de cette famille de mouvements. En particulier, ils étaient membres d'organisations écologistes, d'aide au développement, de défense des droits humains et d'associations pacifistes. Ces quatre secteurs prédominent largement sur les autres secteurs de la protestation postindustrielle. L'insertion des militant-e-s de Sosf dans ce type de réseaux est là aussi beaucoup plus importante que celle des personnes engagées dans les années 90 au WWF et à la DB. Ces quatre secteurs facilitent l'engagement à Sosf. Un engagement dans une organisation de défense des droits humains ou d'aide au développement amène à s'engager pour la défense des droits des migrant-e-s. De même, un engagement dans le secteur de l'environnement et du pacifisme permet de rejoindre Sosf.

Outre le secteur postindustriel, les militant-e-s étaient aussi insérés de façon importante dans le *secteur caritatif et religieux* avant de rejoindre Sosf. De par le partage de certains cadres cognitifs communs (*master frames*), le secteur caritatif et religieux facilite un engagement pour la défense des migrant-e-s.

Activistes et sympathisant-e-s partageaient dans une assez large mesure le même monde d’insertion formelle avant de rejoindre Sosf. Ces deux groupes de militant-e-s étaient très insérés dans le secteur postindustriel et, dans une certaine mesure, dans le secteur caritatif et religieux. Ils n’ont donc pas une insertion dans les réseaux sociaux qui se distinguent substantiellement. Toutefois, *les activistes sont encore plus insérés dans les tissus organisationnels que ne l’étaient les sympathisant-e-s*. Avant de rejoindre Sosf, ils étaient davantage inscrits dans les réseaux postindustriels, notamment dans les organisations de défense des droits humains, les associations pacifistes et d’aide au développement. L’insertion dans ces trois univers sociaux a favorisé un engagement plus actif à Sosf. Il en va de même pour les personnes insérées dans les réseaux anarchistes. Ces personnes, pourtant peu nombreuses, sont tendanciellement plus actives dans la défense des droits des migrant-e-s. De même, une insertion dans des organisations de jeunes ou d’étudiant-e-s, dans les syndicats et dans des organisations caritatives favorise un engagement un peu plus actif sur les enjeux migratoires.

Si les militant-e-s étaient largement insérés dans un réseau formel favorisant potentiellement leur socialisation aux enjeux des migrations, ils étaient encore plus largement insérés dans des *réseaux interpersonnels* sensibles aux questions migratoires (Tableau 2.2). La quasi totalité des militant-e-s de Sosf ont évolué dans un contexte interpersonnel sensibilisé aux questions migratoires. Les deux-tiers des militant-e-s affirment que leur réseau interpersonnel (amis, famille et connaissances) était très proche des questions liées aux migrations, et un tiers d’entre eux estiment qu’il l’était dans une certaine mesure. Aucun militant-e avant de s’engager à Sosf n’évoluait dans un contexte interpersonnel sans lien avec les préoccupations migratoires, et ceci est valable autant pour les activistes que les sympathisant-e-s. Ce constat est identique à celui que nous avons pu faire pour le WWF et la DB. Avant de s’engager, les militant-e-s bénéficient de larges potentialités d’interactions sur l’enjeu de leur future mobilisation.

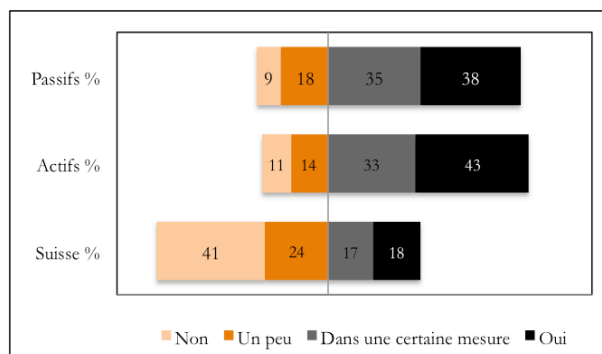
*Tableau 2.2: L’insertion des militant-e-s dans les réseaux interpersonnels sensibilisés à l’enjeu protestataire **avant** qu’ils ne s’engagent dans l’organisation.*

	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs
	%	%	%
Aucune	1	1	1
Moyenne	32	30	33
Forte	67	69	66
Total	100%	100%	100%
n	627	340	287
VdeC			.04

NOTE: Avant de vous engager à Sosf est-ce que vos proches amiEs, connaissances et membres de votre famille étaient sensibilisés aux problèmes des migrant-e-s ?
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Avant de rejoindre Sosf, les militant-e-s évoluent dans un réseau d'interactions favorisant leur sensibilisation aux enjeux des migrations. De plus, ils ont bénéficié d'un contexte familial propice à leur *sensibilisation politique*. Dans leur enfance, les militant-e-s ont évolué dans un milieu familial où la politique était présente et faisait l'objet de discussions. Une caractéristique qui les distingue de l'ensemble de la population (Figure 2.1). Force est donc de constater que les militant-e-s avant de s'engager à Sosf étaient inscrits dans un *contexte relationnel qui favorisait le développement d'une conscience politique* liée aux enjeux migratoires.

Figure 2.1: Les parents des militant-e-s discutaient-ils de politique en famille ?



NOTE: En repensant à la vie de vos parents quand vous aviez 14 ans, est-ce que vous discutiez politique à la maison avec vos parents? Suisse (EVS 2008) n=12'25, Passifs n=266, Actifs n=312, Gamma a/p=.07 *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

D'autres canaux favorisent leur socialisation

L'insertion dans les réseaux sociaux permet une socialisation concrète mais aussi diffuse ; l'environnement social procure des ressources cognitives sans en être véritablement conscient. Nous avons donc demandé aux militant-e-s qu'ils nous disent, selon eux, quels sont les *canaux qui les ont sensibilisés* aux problèmes migratoires avant qu'ils ne s'engagent pour défendre cet enjeu politique. En examinant les différents canaux de socialisation, nous pouvons ainsi évaluer l'importance des réseaux dans le processus de socialisation.

Le premier constat a trait à la multiplicité des chemins de sensibilisation à l'enjeu (Tableau 2.3). *L'information* que les militant-e-s se procurent par le biais des médias et de leurs lectures personnelles joue un rôle important. De même, *Sosf* et les organisations mobilisées sur les enjeux migratoires sont des vecteurs de sensibilisation qui sont loin d'être négligeables puisque 61% des militant-e-s disent avoir été sensibilisés par ce canal. Les *événements sociopolitiques*, notamment des événements en lien avec les enjeux migratoires, ainsi que les *expériences personnelles* que vivent les individus sont aussi des sources importantes de sensibilisation à l'enjeu.

Tableau 2.3: Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s à l'enjeu de protestation

	DB	WWF	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	61	53	56	52	60	0.08*
Interpersonnels	45	50	31	28	35	ns
Proche ami-e	40	18	13	11	15	
Connaissance/ collègue	-	10	13	11	15	
Famille	11	35	16	16	16	
Organisationnels	49	10	40	36	44	0.09*
Organisation dont je faisais partie	45	10	26	23	30	0.08*
Eglise	30	-	21	19	24	
Autres canaux	82	89	89	90	87	ns
Organisation elle-même	51	56	61	65	56	- 0.09*
Publications	44	48	58	62	53	- 0.08*
Campagnes/ actions	53	34	43	43	43	
Événements politiques/ sociaux	24	53	49	50	48	ns
Expériences personnelles	33	38	49	44	56	0.13***
Expérience personnelle	-	28	29	22	38	0.17***
Voyage dans un pays en développement	29	-	-	-	-	-
Travail dans un pays en développement	7	-	-	-	-	-
Travail	-	15	34	33	36	
Information	68	82	67	73	60	- 0.15***
Média	51	59	53	64	40	- 0.25***
Lectures personnelles	43	49	57	60	53	
Autre	5	3	-	-	-	-
Aucun canal (toujours sensibilisé)	24	58	40	36	45	0.09*

NOTE: Qu'est-ce qui vous a sensibilisé aux problèmes des migrant-e-s ? Déclaration de Berne n=646 (Passy 1998a) ; WWF n=670 (Passy 1998b) ; Sosf Passifs=372, Actifs=305. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Et les réseaux? Quelle est leur place parmi la multiplicité des chemins de socialisation? Ils restent un canal très important de sensibilisation. Plus de la moitié des militant-e-s de Sosf disent avoir été sensibilisés aux enjeux migratoires par le biais des *réseaux sociaux*.

L'insertion dans les réseaux organisationnels est un vecteur de socialisation important. Les réseaux interpersonnels le sont aussi mais dans une moindre mesure. Si les réseaux ne sont pas les seuls canaux de socialisation, il n'en demeure pas moins qu'ils restent des pivots importants pour façonner une conscience politique liée aux droits des migrant-e-s.

Les canaux de sensibilisation à l'enjeu politique sont donc multiples, par contre tous ne mènent pas à la même *intensité d'engagement*. Les personnes qui ont vécu personnellement une expérience en lien avec la migration (parce qu'elles ont un passé familial de migrant-e ou pour d'autres raisons) ont tendance à s'engager plus activement dans la défense des droits des migrant-e-s. De même, les personnes socialisées par le biais des réseaux, surtout organisationnels, ont tendance à s'engager un peu plus activement. A l'inverse, les personnes qui ont été sensibilisées à cet enjeu politique par le biais des médias ou des organisations engagées dans les questions migratoires (y compris Sosf) sont des militant-e-s qui auront plus tendance à devenir des sympathisant-e-s de cette cause que des personnes activement engagées.

Comment expliquer ce phénomène ? L'expérience personnelle et les réseaux sociaux impliquent un échange concret, un échange notamment discursif et argumentatif. On échange sur son expérience que l'on a vécue avec son entourage, on échange avec d'autres personnes également engagées lorsqu'on est inséré dans les réseaux sociaux ; ces échanges constituent un système d'interaction où l'acteur est mobilisé activement sur le plan cognitif pour participer à cet échange. En revanche, l'écoute des médias ou la lecture des publications de Sosf ou d'autres organisations engagées sur les questions migratoires n'impliquent pas une interaction concrète avec une tierce personne. Les personnes, qui ont été sensibilisées par une expérience directe avec l'enjeu ou par le biais des réseaux, sont dans une structure d'interaction et de communication qui tend à les sensibiliser davantage et à ancrer plus fortement cet enjeu politique au sommet de leurs préoccupations. Cet enjeu politique plus fortement ancré dans leur structure cognitive – ou dit autrement, placé au sommet de leurs préoccupations – favoriserait un engagement tendanciellement plus actif pour défendre cette cause politique.

Quels sont les canaux qui conduisent à s'engager pour la défense des migrant-e-s ?

Etre sensibilisé à une cause est une chose, convertir cette sensibilisation en engagement politique en est une autre. Nous avons demandé aux militant-e-s de nous dire quels ont été les canaux qui les ont conduits à s'engager pour défendre les droits des migrant-e-s (Tableau 2.4). Tout d'abord, nous pouvons relever que les canaux de sensibilisation sont - tout canal confondu – des vecteurs moins importants de mobilisation. Nous voyons-là clairement qu'entre la socialisation et la conversion de cette socialisation en acte il y a effectivement une perte importante. Ensuite, et c'est là un point intéressant, *les canaux les plus importants de la sensibilisation à l'enjeu des migrations ne sont pas ceux qui mènent à s'engager véritablement*. Les médias et les organisations mobilisées dans la défense des migrants (y compris Sosf) sont les canaux les plus importants pour sensibiliser aux problèmes des migrations. En revanche, ce ne sont pas, et de loin, les canaux qui ont permis un

engagement concret. Là encore, on voit qu'être sensibilisé à un enjeu politique par le biais d'un canal est une chose, que ce canal puisse permettre un engagement concret en est une autre.

Tableau 2.4 : Les canaux qui ont mobilisé les militant-e-s à s'engager pour l'enjeu protestataire

	DB	WWF	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	-	36	30	23	38	0.15***
Interpersonnels	21	30	16	13	20	0.09*
Proche ami-e	18	14	7	3	10	0.14***
Connaissance/ collègue	-	8	7	5	9	
Famille	4	16	7	8	6	
Organisationnels	13	11	19	14	25	0.14***
Organisation dont je faisais partie	13	11	12	9	16	0.11**
Eglise	14	-	10	8	13	0.09*
Autres canaux	-	65	55	49	62	0.13***
Organisation elle-même	13	33	22	18	26	0.10*
Publications	7	23	16	15	17	
Campagnes/ actions	11	21	16	12	21	0.12***
Événements politiques ou sociaux	6	28	24	18	31	0.15***
Expériences personnelles	19	33	32	27	39	0.13***
Expérience personnelle	-	27	21	16	26	0.12**
Voyage dans un pays en développement	16	-	-	-	-	-
Travail dans un pays en développement	5	-	-	-	-	-
Travail	-	10	21	18	25	0.09*
Information	13	49	15	13	18	0.08*
Média	10	23	9	7	13	0.09*
Lectures personnelles	5	14	12	11	15	
Autre	3	5	-	-	-	-
Aucun canal (Toujours mobilisé)	10	19	17	12	23	0.15***

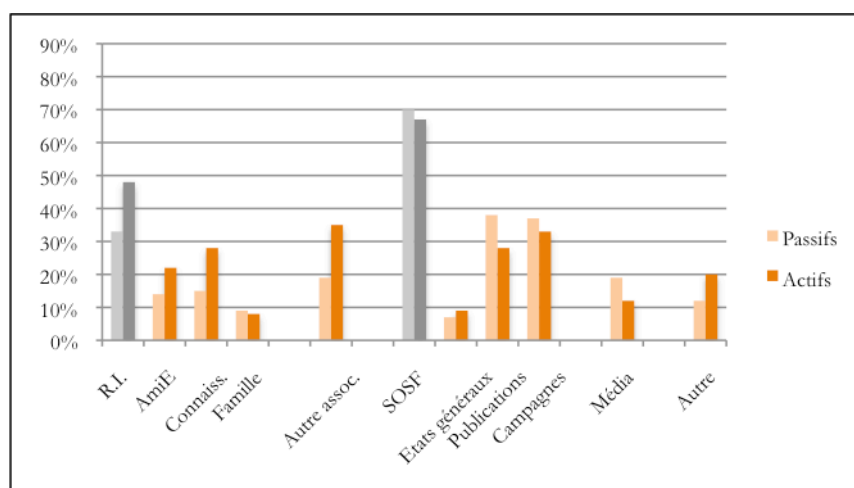
NOTE: Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager pour défendre les droits des migrants ? Déclaration de Berne n=646 (Passy 1998a) ; WWF n=670 (Passy 1998b) ; Sosf Passifs n=372, Actifs=305. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Nous avons vu que les canaux de sensibilisation qui conduisent à une plus forte intensité d'engagement sont les *expériences personnelles* liées aux enjeux migratoires et les *réseaux sociaux*. Ce sont également ces canaux qui facilitent l'engagement pour la défense des migrant-e-s. Ce sont les deux canaux principaux qui mènent à convertir une préoccupation politique à l'égard des migrant-e-s en un engagement réel. Et ce sont aussi ces canaux qui, lorsqu'ils arrivent à convertir un intérêt pour les questions migratoires en un engagement politique concret, conduisent les militant-e-s à s'engager plus activement pour défendre cette cause politique. Autrement dit, lorsqu'une personne, sensibilisée aux enjeux politiques liés aux migrations, a été incitée à s'engager par le biais d'un réseau, qu'il soit organisationnel ou interpersonnel, elle aura tendance à s'engager plus activement pour défendre cette cause politique. Il en va de même pour les personnes qui ont vécu une expérience liée à la migration, ils auront eux aussi tendance à s'engager plus activement que les autres. Les réseaux sociaux et le fait d'avoir vécu une expérience en lien avec la migration sont donc des canaux particulièrement importants pour la mobilisation politique sur les enjeux migratoires. Bien qu'étant des canaux de mobilisation moins importants que les réseaux et les expériences vécues, les événements sociopolitiques en lien avec les enjeux migratoires favorisent également une mobilisation plus active au sein des organisations de défense des migrant-e-s.

Quels sont les canaux qui mènent à Sosf ?

Nous avons examiné les chemins qui conduisent à s'engager pour la défense des droits des migrant-e-s mais quels sont les canaux qui permettent de *rejoindre une organisation, comme Sosf*⁶ ? Trois résultats sont importants (Figure 2.2). Premièrement, *les organisations elles-mêmes* sont des acteurs importants de recrutement notamment par le biais de leurs campagnes et publications. Les organisations constituent le recruteur principal de leurs membres. Les trois-quarts des militant-e-s ont été recrutés par ce biais. Deuxièmement, les *réseaux sociaux* jouent un rôle non négligeable dans le processus de recrutement. Nombreux sont les militant-e-s à avoir été recrutés par le biais d'un ami ou d'une connaissance ou, dans une moindre mesure par le biais d'une organisation dans laquelle ils étaient déjà engagés. Bien que les réseaux soient des canaux de recrutement moins importants que les organisations elles-mêmes, ils ne sont, et de loin, pas négligeables puisque 40% des militant-e-s de Sosf ont été recrutés par ce biais.

Figure 2.2: Les canaux qui ont conduit les militant-e-e s'engager à Sosf



NOTE: De quelle manière êtes-vous entré en contact avec Sosf (et autres organisations dans lesquelles vous êtes engagé) ? Passifs n=342, Actifs n=286. Réseaux interpersonnels (RI)= .16*** (Ami= .11**, Connaissance= .15***, Famille= ns), Réseaux organisationnels (autres assoc.) = .18***, Sosf (ou l'organisation elle-même)=ns. Etats généraux= ns, Publications= .11**, Campagnes= ns), Médias= -.09*. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Enfin, les *médias* qui constituent pour d'autres organisations des canaux de recrutement importants sont de piètres mobilisateurs pour les organisations de défense des migrant-e-s. Pour les organisations comme le WWF et Greenpeace, les médias sont des vecteurs de recrutement importants. Et pourquoi cela n'est pas le cas pour Sosf ? Premièrement, autant le WWF que Greenpeace sont de grandes organisations qui ont investi le terrain médiatique en publicisant fortement leurs actions politiques. Deuxièmement, l'enjeu de la protection de l'environnement est nettement plus consensuel en Suisse que ne l'est la

⁶ Dans cette section, les chemins d'engagement analysés sont ceux qui mènent à Sosf mais aussi aux autres collectifs et organisations qui défendent les droits des migrant-e-s.

question des migrations et des droits des migrant-e-s. La conflictualité, ou les difficultés liées à cet enjeu politique, explique en partie la taille des organisations – il est beaucoup plus difficile de se mobiliser sur les questions migratoires que pour les problèmes environnementaux – tout comme la faible capacité de recrutement des médias. Ces derniers relaient de façon moins importante l'action protestataire à l'égard des migrant-e-s. Il n'est donc pas étonnant que pour cet enjeu les médias ne favorisent pas le processus de recrutement dans les organisations de défense des migrant-e-s, contrairement à l'enjeu de l'environnement.

Nous avons vu que *les réseaux* jouent un rôle important dans le recrutement des militant-e-s de Sosf. Certes, ils recrutent passablement de militant-e-s, notamment les réseaux interpersonnels, mais surtout ces canaux de recrutement conduisent à un plus haut degré d'engagement. Les personnes qui ont été recrutées par les réseaux, soit interpersonnels (amis et connaissances) soit par les réseaux organisationnels, tendent à rejoindre le *cercle des activistes* plutôt que celui des sympathisant-e-s. Ce sont donc là des canaux de recrutement précieux. Ils permettent non seulement d'élargir le cercle des militant-e-s mais aussi d'inciter les nouvelles recrues à prendre une part véritablement active dans le processus de mobilisation. Ce sont les seuls canaux de recrutement qui conduisent à un plus haut degré d'engagement. Le recrutement par Sosf, par le biais de ses campagnes et publications, conduit les nouvelles recrues vers le cercle des sympathisant-e-s et non vers celui des activistes.

Pour les réseaux interpersonnels, la recherche a mis en exergue que la *qualité du lien* qui unit le recruteur et le recruté est extrêmement importante. Autrement dit, la qualité du recruteur serait importante pour comprendre pourquoi des personnes s'engagent plus activement que d'autres. C'est aussi ce que nous retrouvons à Sosf (Tableau 2.5). Les personnes recrutées par de *proches amis*, c'est-à-dire des liens importants pour l'individu et des liens de confiance, deviennent plus facilement des activistes de Sosf. En revanche, celles qui ont été recrutées par des liens familiaux deviennent des sympathisant-e-s de l'organisation.

Tableau 2.5 : La qualité des liens qui ont conduit les militant-e-s à s'engager à Sosf

	SOSF Passifs	SOSF Actifs		
	%	%	r Pearson	n
Types de lien				
<i>Acquis (amis ou connaissance)</i>	74	83	0.31***	
<i>Familiaux</i>	13	2	- 0.08*	108/133
<i>Les deux</i>	13	16	0.13***	
Qualité du lien			ns	
<i>Lien faible</i>	28	25		79/142
<i>Lien fort</i>	72	75		
Intensité d'engagement du lien			ns	
<i>Passif</i>	17	10		103/177
<i>Actif</i>	84	90		

NOTE: Est-ce qu'il y avait des personnes qui vous ont incité à devenir membre au sein de Sosf? Que représentait pour vous cette personne? Quel était son degré d'engagement? *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

De même, le degré d'engagement du recruteur joue généralement un rôle important sur l'intensité d'engagement du recruté. Les activistes, autrement dit les personnes les plus convaincues pour défendre la cause politique, lorsqu'elles recrutent un militant-e-s tendent à le conduire dans le cercle des militant-e-s les plus actifs. Il n'en est rien pour Sosf, alors même que pour le WWF, la DB ou encore Greenpeace cette qualité de lien est celle qui affecte le plus le degré d'engagement de la nouvelle recrue. Pour Sosf, nous voyons que les activistes jouent un rôle essentiel pour élargir le cercle des militant-e-s. La quasi-totalité des militant-e-s recrutés par le biais des réseaux interpersonnels le sont par des personnes hautement engagées. En revanche, ils ne conduisent pas leurs recrues essentiellement dans le cercle des activistes. Ils les conduisent aussi à s'engager comme sympathisant-e-s en soutenant la cause politique sans entrer dans un processus de mobilisation actif. Comment expliquer cette spécificité de Sosf ? Premièrement, les sympathisant-e-s ont une capacité de recrutement beaucoup plus faible que les sympathisant-e-s du WWF, de la DB et de Greenpeace. Ce sont les activistes qui jouent un rôle pivot dans le recrutement pour Sosf. Deuxièmement, étant donné la difficulté de se mobiliser pour défendre la cause des migrant-e-s en Suisse, les organisations sont petites, le nombre de militant-e-s relativement restreint et les tâches de militance extraordinairement importantes et souvent lourdes. Le coût d'un engagement actif dans ce type d'action politique pourrait expliquer en partie pourquoi les *true believers*, personnes convaincues par la cause qu'ils défendent et qui ont la capacité de mobiliser à un haut niveau d'engagement, n'arrivent pas ici à recruter plus d'activistes dans le cas des organisations de défense des droits des migrant-e-s.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les chemins de la socialisation et de la mobilisation nous retiendrons quatre points. Premièrement, avant de s'engager pour défendre les droits des migrant-e-s, les militant-e-s baignaient dans un **contexte relationnel qui favorisait une sensibilisation aux enjeux des migrations**. Ils étaient insérés dans un contexte interpersonnel proche de ces enjeux. Les interactions sociales concrètes favorisent le développement des ressources cognitives, et là il est clair que ces personnes ont bénéficié de ce type d'interaction. De surcroît, elles étaient fortement insérées dans des réseaux organisationnels, et ce de façon beaucoup plus importante que les militant-e-s du WWF et de la DB, notamment dans le secteur postindustriel, religieux et caritatif. Pour Sosf, ces résultats ont une double implication. Tout d'abord, il est difficile pour une organisation d'intervenir sur les réseaux interpersonnels de socialisation. En revanche, il est plus facile d'intervenir sur les réseaux organisationnels. Développer ou renforcer des ponts cognitifs avec d'autres enjeux portés par le secteur postindustriel serait une façon d'accroître son influence dans la sensibilisation aux questions des droits des migrant-e-s. Par exemple, on peut imaginer des ponts cognitifs tissés entre l'environnement et la migration. Les crises environnementales vont augmenter de façon importante les déplacements de populations et poser une fois encore, et peut-être de façon encore plus importante, le problème des droits de ces populations. On peut imaginer également des ponts de sens jetés plus fermement qu'ils ne le sont peut-être aujourd'hui entre les droits de migrants et d'autres

secteurs d'organisations postindustrielles. Le secteur de l'environnement est celui sur lequel Sosf peut le plus s'appuyer en termes de relais pour sensibiliser à la cause des migrant-e-s.

Deuxièmement, les **chemins de la socialisation sont multiples**. Les réseaux ne sont pas les seuls vecteurs de sensibilisation. L'information, l'organisation Sosf, les expériences personnelles et les événements sociopolitiques interviennent aussi dans le processus de socialisation (Tableau 2.3, cf. supra). Pour Sosf cette implication est importante. Comme nous l'avons vu, l'organisation joue un rôle non négligeable dans la sensibilisation par le biais de ses campagnes et publications. C'est donc un acteur important pour sensibiliser les personnes aux enjeux des migrations. Peut-être peut-elle encore accroître ce travail pour étendre de façon plus importante son influence.

Troisièmement, les **chemins de mobilisation** passent de façon importante par l'expérience vécue des militant-e-s mais aussi par le biais **des réseaux sociaux**. De surcroît ce sont ces canaux qui conduisent les personnes à s'engager plus activement pour défendre la cause des migrant-e-s. Si Sosf ne peut intervenir dans l'expérience que vivent les individus, elle peut en revanche intervenir sur les réseaux sociaux, et en particulier sur les réseaux organisationnels. Nous avons parlé de jeter des ponts cognitifs avec les réseaux de prédilection des militant-e-s qui défendent les droits des migrants que sont les organisations postindustrielles. On peut aussi imaginer tisser des liens concrets avec ces secteurs protestataires. Ce sont ces réseaux qui constituent certainement le plus large bastion de recrutement de militant-e-s pour la cause des migrant-e-s.

Enfin, les **chemins de recrutement vers Sosf sont doubles**. Sosf est un acteur de recrutement important et ce par le biais de ses actions et publications (Figure 2.2, cf. supra). Mais les réseaux informels le sont aussi, et de surcroît ils tendent à pousser les personnes à s'engager plus activement pour la cause des migrant-e-s. Nous avons vu que le recrutement passe par les amis et connaissances. De même, les activistes de Sosf jouent un rôle clé dans le processus de recrutement, beaucoup plus que ses sympathisant-e-s. Pour Sosf ces résultats ont une certaine implication. Tout d'abord, Sosf est un acteur essentiel pour le recrutement de ses militant-e-s. Elle peut donc renforcer ses pratiques de recrutement pour élargir le cercle de ses militant-e-s, notamment par le biais de ses campagnes et publications. Deuxièmement, en sachant que le recrutement passe par des réseaux interpersonnels, elle peut stimuler ses militant-e-s à être des vecteurs de recrutement dans leur entourage amical mais aussi au-delà, dans le cercle de leurs connaissances et collègues de travail. Troisièmement, si les activistes jouent un rôle clé dans le recrutement, à Sosf les sympathisant-e-s sont peu actifs dans leur rôle de recruteur potentiel. Là aussi, Sosf pourrait envisager de stimuler ses sympathisant-e-s à devenir des vecteurs de recrutement.

Pour quelles raisons les militant-e-s s'engagent-ils ?

S'engager comporte des coûts, que ce soit pour les activistes qui mobilisent de leur temps pour participer activement aux campagnes et à la vie de l'organisation mais aussi pour les sympathisant-e-s qui soutiennent financièrement Sosf. Alors *pourquoi des individus rejoignent l'action protestataire puisqu'elle implique des coûts ?* De nombreux auteurs ont mis en avant que seuls des bénéfices individuels perçus par les militant-e-s pouvaient contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation et les inciter à rejoindre l'action collective (Olson 1965). Tirer des bénéfices personnels était la seule manière de compenser les coûts de l'engagement, permettant ainsi aux personnes, proches d'un enjeu contestataire, de convertir leurs préoccupations politiques en action.

Cette explication classique pour rendre compte de l'engagement politique a été vivement critiquée pour des raisons théoriques mais aussi au regard des analyses empiriques. De nombreux travaux ont mis en exergue que le gain d'avantages personnels et matériels n'était pas à même d'expliquer le passage à l'action. *Peu de personnes s'engagent pour recevoir des biens personnels* : que ce soit des compétences qu'ils pourront valoriser dans leur monde professionnel, le fait de pouvoir nouer des nouvelles amitiés, ou renforcer leur estime de soi, etc. Elles s'engagent parce qu'elles défendent un but politique qu'elles souhaiteraient voir réaliser, parce qu'elles se préoccupent de la société dans laquelle elles vivent, ou encore parce que l'engagement permet de mettre an acte leur vision du monde.

Face à ces résultats qui semblent remettre en cause la logique individualiste et économiste, des auteurs ont proposé une explication diamétralement opposée en mettant en évidence l'importance du monde mental des acteurs. Les représentations subjectives des individus, ou autrement dit leur perception et compréhension du monde, seraient la clé explicative de l'action des individus. Les tenants de la sociologie et de la psychologie cognitive mettent en avant que les cognitions (ou représentations mentales) des acteurs définissent leurs possibilités d'action. Pour pouvoir agir, il faut d'abord avoir une représentation mentale. *Sans représentation mentale, l'action n'est pas possible.*

Monroe (2006), dans son étude sur les Justes, a montré que les personnes qui ont porté secours aux Juifs pendant la Seconde guerre mondiale l'ont fait essentiellement parce qu'ils avaient une certaine vision de l'humanité. Ils considéraient que la personne qui frappait à leur porte pour demander de l'aide était comme eux : un être humain qui partageait la même humanité que la leur. Selon Monroe, cette explication semble être la seule qui explique pourquoi certaines personnes ont pris des risques pour sauver les Juifs face à la destruction nazie alors que d'autres personnes, confrontées à la même situation de demande d'aide, ne sont pas intervenues. Cette dimension cognitive spécifique, autrement dit cette représentation mentale d'une humanité partagée par toute personne quelles que soient ses origines ou sa religion, a permis aux Justes d'agir.

Monroe va encore plus loin, en s'appuyant sur les travaux des cognitivistes, en mettant en exergue que pour les Justes, leur action était *une évidence* ; ils ne pouvaient pas faire autrement que d'accueillir ces personnes menacées. Or dans le contexte de cette période, cette action était loin d'être évidente. Ces personnes prenaient des risques majeurs pour eux et leur famille. Monroe explique ce sentiment d'évidence par le fait que leur action

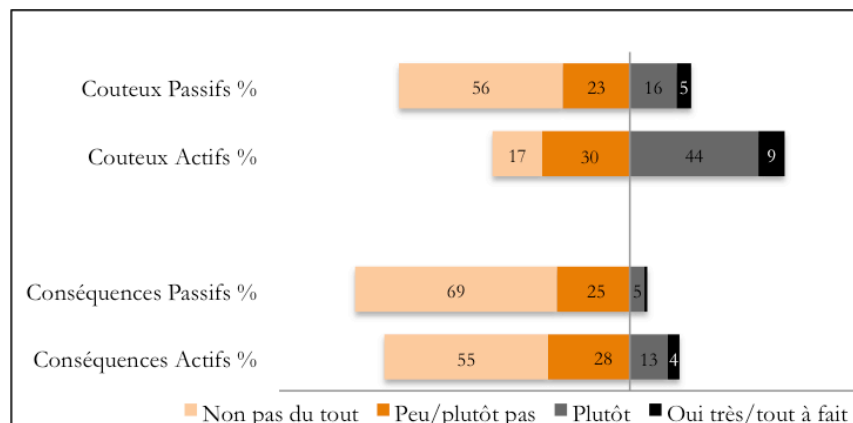
était en *forte résonance avec leur monde mental*, avec cette représentation que tout humain est identique et appartient à la même humanité. Ainsi, le cadrage interprétatif de leur réalité les a non seulement guidé dans leur action mais a aussi rendu cette action comme évidente, allant de soi.

Qu'en est-il des personnes engagées pour la défense des droits des migrant-e-s ? Qu'est-ce qui motive les militant-e-s de Sosf ? Est-ce des *incitations matérielles* ou des *représentations mentales spécifiques* qui motivent leur engagement pour les migrant-e-s ?

Un engagement faiblement coûteux et peu d'incitations matérielles

Nous avons demandé aux militant-e-s quelle était la perception des coûts liés à leur engagement à Sosf (Figure 3.1). Une très large majorité des sympathisant-e-s estiment que leur engagement ne comporte aucun coût. En revanche, les activistes portent une autre évaluation sur cette question : 53% jugent que leur action est plutôt coûteuse en terme de temps et d'investissement personnel, et 17% d'entre eux estiment que leur engagement peut avoir des conséquences négatives sur leur vie privée ou sociale. Assez logiquement, les coûts de l'engagement ne sont pas les mêmes pour les personnes qui soutiennent financièrement Sosf et celles qui sont véritablement dans un processus d'engagement en participant aux campagnes de Sosf et au développement de l'organisation.

Figure 3.1: Les coûts de l'engagement



NOTE: Coûts: S'engager dans une association / groupe représente souvent un investissement assez lourd en termes de temps et de la disponibilité. Comment évaluez-vous votre investissement pour protéger les droits des migrant-e-s? Passifs n=310, Actifs n=286, Gamma a/p=.38***. Conséquences négatives: S'engager pour une cause peut avoir des conséquences négatives sur un plan personnel et/ou pour sa vie sociale. Estimez-vous que votre engagement pour la défense des droits des migrant-e-s a des conséquences négatives pour votre vie personnelle ou sociale? Passifs n=352, Actifs n=297, Gamma a/p=.20***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les tenants de la théorie économiste ont partiellement raison en énonçant les coûts personnels qu'implique un engagement politique. Les sympathisant-e-s ne perçoivent pas leur action comme coûteuse. Et la moitié des activistes, même en étant dans un processus d'engagement qui nécessite une mobilisation concrète et active, n'estiment pas que cette action engendre des coûts spécifiques. Nous sommes donc loin de l'idée véhiculée par la théorie économiste que toute personne engagée rencontre des coûts dus à sa mobilisation.

L'engagement peut certainement engendrer des coûts, mais ils ne sont *pas perçus comme tels par la majorité des militant-e-s*.

Mais alors, les militant-e-s sont-ils motivés à s'engager à cause d'incitations personnelles et matérielles ? Oui en partie, surtout pour les activistes (Tableau 3.1). Un activiste sur quatre s'est engagé pour élargir des compétences qui lui sont utiles dans son monde professionnel et la moitié d'entre eux s'est engagée pour lier de nouvelles amitiés. Ces incitations ont été nettement moins importantes pour les sympathisant-e-s. Les *incitations matérielles permettent donc de juguler les coûts* de l'engagement pour ceux qui sont véritablement actifs pour la défense des migrant-e-s.

Tableau 3.1: Les incitations pour s'engager

	Sosf	Sosf Passifs	Sosf Actifs	
<i>r</i> Pearson				
Matérielles (seulement)	0	0	0	ns
<i>Acquérir des compétences</i>	19	14	24	.13**
<i>Élargir son cercle amical</i>	32	18	47	.31***
<i>Renforcer son estime de soi</i>	7	8	6	
Non-matérielles (seulement)	63	73	51	-.12***
<i>Mettre ses idéaux en action</i>	100	99	100	
<i>Vie meilleure pour les futures générations</i>	67	64	70	
<i>Appartenir à une communauté d'idéaux</i>	61	50	73	.24***
Matérielles et Non-mat.	37	27	49	.24***
<i>Autres</i>	0	0	0	
Total	100%	100%	100%	

NOTE: Avant de s'engager, différentes incitations sur le plan personnel peuvent nous pousser à nous engager. Dans quelle mesure, les incitations ci-dessous vous ont-elles incités à vous engager pour protéger les droits des migrant-e-s? Passifs n=415, Actifs n=309. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

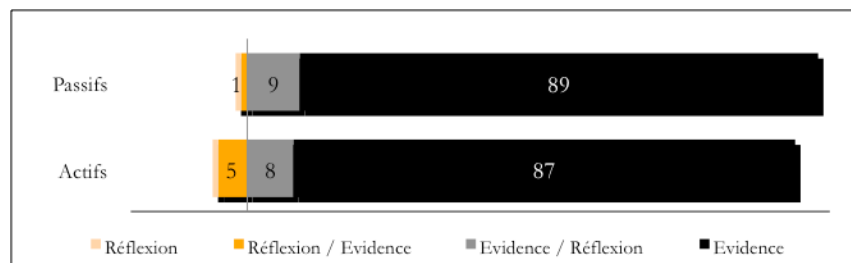
Toutefois, *les incitations non-matérielles*, comme mettre ses idéaux en action, améliorer le sort des générations futures ou encore évoluer dans une communauté de pensée, *sont des incitations bien plus importantes* pour les sympathisant-e-s mais aussi pour les activistes. De plus lorsque l'on analyse conjointement l'ensemble des incitations qui ont poussé les militant-e-s à s'engager, les incitations matérielles à elles seules n'expliquent pas l'engagement des militant-e-s. Aucun militant-e, qu'il soit sympathisant-e ou activiste, n'a rejoint l'action en faveur des migrant-e-s afin de bénéficier de biens matériels. Ce sont des incitations non-matérielles, ou un mixte d'incitations matérielles et non-matérielles (en particulier pour les activistes dont l'engagement est coûteux), qui ont incité les militant-e-s à agir.

Les thèses de la théorie économiste ne tiennent donc pas à l'épreuve des faits. L'ensemble des militant-e-s sont motivés à s'engager pour des raisons immatérielles qui relèvent davantage du monde des idées : de leur vision du monde qu'ils souhaitent mettre en acte. Cette première analyse tendrait à privilégier la thèse des cognitivistes qui mettent en avant que ce sont des représentations mentales qui permettent aux individus d'agir, et non un simple calcul utilitariste qui les amène à s'engager.

S'engager, une évidence pour les militant-e-s

En opposition aux thèses économistes, Monroe a montré qu'un certain type d'action est en résonance profonde avec les représentations mentales des personnes. De par cette résonance, l'action devient une évidence, elle est perçue comme allant de soi. Nous avons demandé aux militant-e-s de *Sosf* si leur engagement relevait d'un acte qui va de soi – comme étant à leurs yeux une évidence – ou au contraire d'un processus mûrement réfléchi. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondants à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement, nous voyons clairement que, autant pour les activistes que les sympathisant-e-s, leur acte est pour eux une évidence, un acte qui va de soi (Figure 3.2).

Figure 3.2: S'engager à *Sosf*: Une évidence



NOTES: Voici des motivations qui peuvent caractériser votre engagement pour protéger les droits des migrant-e-s. Là aussi, peut-être que l'ensemble des motivations ci-dessous caractérise votre engagement. Toutefois, pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour protéger les droits des migrant-e-s et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Réponses recodées comme évidence : 1) Mon engagement va de soi, il est évident, 2) Mon engagement répond à mon idéal de justice. Réponses recodées comme réflexion : 1) J'ai mûrement réfléchi avant de m'engager, 2) Mes proches m'ont convaincu de m'engager. Passifs n=331, Actifs n=288, Gamma a/p=ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Ce résultat nous suggère que le monde mental des acteurs joue un rôle important. Cela se voit confirmé lorsque nous demandons aux militant-e-s de nous dire librement (par le biais d'une question ouverte) quelles sont les motivations les plus importantes qui ont présidé à leur engagement. La quasi totalité des militant-e-s mentionnent des motivations liées à des représentations mentales, que ce soit leurs représentations liées à l'enjeu (« les mêmes droits pour tout le monde » ou « permettre aux migrant-e-s d'exister et de vivre chez nous d'une façon décente », etc.), à la politique (« critique de la contradiction entre la politique économique internationale et des politiques migratoires » ou « être capable en tant que militant-e de défendre les droits des demandeurs d'asile », etc.), ou encore à la société (« arriver à une société cosmopolite pour le bien-être de tout le monde » ou « se sentir responsable de ce qui se passe en Suisse », etc.) (Tableau 3.2). Autrement dit, ce sont essentiellement leur monde mental, leurs représentations qu'ils se font du monde qui les entoure et dans lequel ils vivent, qui leur permet de s'engager. Pour certains militant-e-s ces représentations mentales ne sont même pas mentionnées concrètement mais énoncées par : « mon engagement va de soi ». Leur acte constitue une simple évidence.

En revanche, les incitations d'ordre personnel et matériel ne sont quasiment jamais énoncées comme étant une motivation menant à l'engagement. Les représentations

mentales jouent donc bien un rôle essentiel dans le fait d'être engagé dans l'action protestataire. Mais quelles sont concrètement ces représentations mentales ?

Tableau 3.2: Les motivations de leur engagement (question ouverte)

	Sosf	Sosf <i>Passifs</i>	Sosf <i>Actifs</i>
	%	%	%
Carte cognitive	88	89	86
<i>Rapport à l'enjeu</i>	23	20	26
<i>Rapport à la politique</i>	18	19	17
<i>Rapport à la société</i>			
<i>Rapport à l'autre</i>	21	22	19
<i>Rapport au bien commun</i>	8	8	7
<i>Evidence</i>	18	20	17
Autre	13	12	14
<i>Vie de la personne</i>	12	11	14
<i>Incidations matérielles</i>	1	1	0
Total	100	100	100

NOTE: Question ouverte : Pouvez-vous nous donner maintenant vos motivations qui pour vous sont les plus importantes ? Passifs n=500, Actifs n=524.

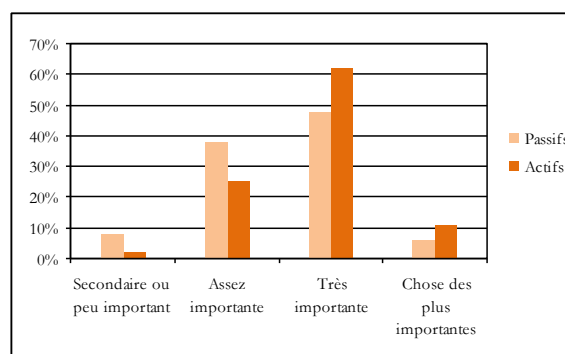
Les droits des migrant-e-s, un enjeu problématisé et central

La littérature sur la protestation politique a mis en évidence la nécessité de construire un *cadre d'injustice* pour s'engager, autrement dit de problématiser un enjeu social comme étant inacceptable ou injuste (Gamson 1992). Sans la construction d'un cadre d'injustice les individus n'ont aucune raison de s'investir politiquement. Plus exactement, ils n'ont aucune ressource cognitive sur laquelle bâtir leur action. Sans la représentation d'une situation injuste ou problématique il n'est guère envisageable de lutter individuellement ou collectivement pour améliorer cette situation. Les personnes discriminées ne sont pas toutes conscientes des pratiques d'exclusion dont elles sont victimes. Elles ne construisent pas toutes un cadre d'injustice qui leur permet d'identifier les auteurs de ces discriminations et d'estimer ces situations comme inacceptables. Par exemple dans les années 60, les églises baptistes et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont fortement contribué à l'élaboration d'un cadre d'injustice chez une partie de la population afro-américaine. Cette construction mentale leur a permis de venir grossir les rangs des contestataires. Des auteurs ont qualifié ce processus de libération cognitive, qui a permis aux Noirs-américains de s'engager politiquement contre les discriminations raciales dont ils étaient victimes (McAdam 1982).

Pour les militant-e-s de Sosf, la question de la défense des droits des migrant-e-s a été problématisée et constitue *un enjeu très important dans leur vie* (Figure 3.3). Très peu de militant-e-s, qu'ils soient sympathisant-e-s ou activistes, disent que cet enjeu de société est de nature secondaire dans leur vie ou très peu important. Les militant-e-s ont construit un

cadre d'injustice relatif aux problèmes des migrant-e-s, mais se distinguent-ils sur ce point du reste de la population ? Nous n'avons pas de mesure comparable avec la population suisse relative à la centralité de la défense des droits des migrant-e-s dans la vie des citoyen-ne-s. En revanche, nous pouvons nous appuyer sur un indicateur qui mesure les attitudes des militant-e-s et de la population suisse quant à leur ouverture à l'égard des migrant-e-s (Figure 1.3, cf. supra). Si les Suisse-sse-s sont relativement ouverts à l'égard des migrant-e-s (moyenne=6.1), les militant-e-s de Sosf le sont bien davantage (moyenne=8.5). *Les militant-e-s ont donc bien une représentation cognitive des préoccupations en vers les migrant-e-s qui les distingue du reste de la population. De plus, ils entretiennent un rapport spécifique à cet enjeu en le plaçant très haut dans leurs préoccupations.*

Figure 3.3: La centralité de l'enjeu dans la vie des militant-e-s



NOTE: Quelle place a dans votre vie la défense des droits des migrant-e-s ? Passifs n=356, Actifs=296, Gamma a/p=.37***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Peu de légitimation des autorités politiques

Agir de façon protestataire, c'est agir en dehors des canaux conventionnels de l'action politique. Les autorités politiques en place, qui devraient améliorer la situation que l'on juge inacceptable ou injuste, sont perçues comme étant peu à même de résoudre le problème, comme celui de la défense des droits des migrant-e-s. Les personnes estiment que *les autorités* se préoccupent de ce problème de façon insuffisante, voire constituent un adversaire politique en s'opposant à résoudre le problème jugé comme injuste. Plusieurs auteurs ont mis en exergue qu'un profond sentiment de délégitimation des autorités politiques constituait une caractéristique spécifique des militant-e-s (Piven et Cloward 1979). Percevoir les autorités comme inaptes ou insuffisamment actives pour résoudre une situation jugée injuste a été un des moteurs de l'action des mouvements des pauvres aux Etats-Unis (*Poor peoples' movements*), comme le mouvement ouvrier ou le mouvement des droits civiques (Piven et Cloward 1979, McAdam 1982). Les autorités sont délégitimées dans leur rôle politique car jugées incapables d'améliorer la situation ou, plus encore, sont évaluées comme un acteur qui péjore gravement la situation.

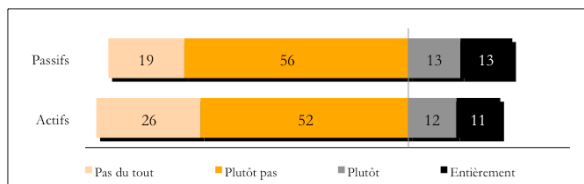
La délégitimation politique des autorités est un pas important pour l'entrée dans l'action protestataire, mais il ne suffit pas. Les personnes qui considèrent qu'un problème

politique est important, qui ont donc construit un cadre d'injustice, doivent encore percevoir les organisations de citoyens – les *organisations protestataires* qui défient les autorités par leurs revendications politiques – comme étant des acteurs légitimes et aptes à porter cette contestation politique. Se représenter le monde politique avec des acteurs étatiques entièrement ou partiellement inaptes à améliorer la situation, et parallèlement percevoir des acteurs de la société civile comme des acteurs légitimes de l'action politique semble essentiel pour pouvoir rejoindre une action protestataire. De telles représentations mentales favoriseraient ainsi l'action contestataire.

Qu'en est-il des militant-e-s de Sosf ? Délégitent-ils les autorités politiques comme l'ont fait les militant-e-s mobilisés dans le mouvement ouvrier ou celui des droits civiques ? Et, parallèlement, légitiment-ils les organisations de la société civile ou des mouvements sociaux en les considérant comme des acteurs aptes, voire essentiels, pour surmonter les problèmes des migrant-e-s ?

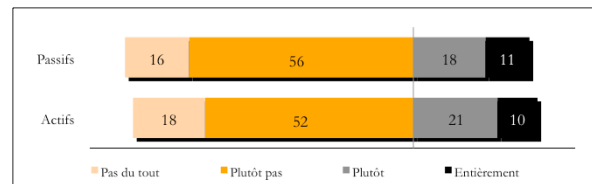
Figure 3.4: La perception des autorités politiques et des organisations de la société civile en matière de défense des droits des migrant-e-s

Légitimation des autorités nationales⁷



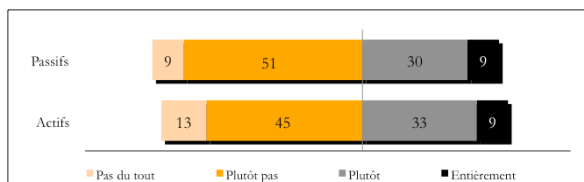
NOTE: Passifs, n=337, Actifs, n= 268. Gamma a/p: .11.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des autorités cantonales



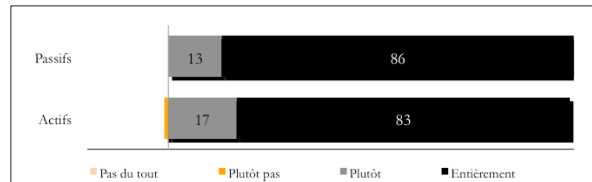
NOTE: Passifs, n=323, Actifs, n=268. Gamma a/p: .00.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des autorités communales



NOTE: Passifs n= 319, Actifs n=263. Gamma a/p: .01.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations de la société civile



NOTE: Passifs n=346, Actifs, n= 284. Gamma a/p: .14.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

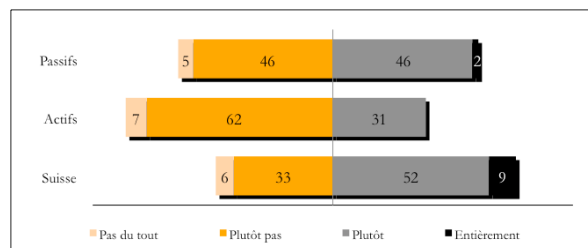
Sur les questions liées à la défense des droits des migrant-e-s, les *militant-e-s délégitiment clairement les autorités politiques* (Figure 3.4). Elle sont, à leurs yeux, peu à même d'améliorer la situation des migrant-e-s, notamment les autorités fédérales et cantonales, qui détiennent le pouvoir le plus étendu en matière de politique migratoire, et dans une moindre mesure les autorités communales. En revanche, ils ont une tout autre perception des acteurs de la société civile, ou des mouvements sociaux. L'ensemble des *militant-e-s légitime l'action de ces groupes* dans leur volonté d'agir et de promouvoir un changement en

⁷ La question était la suivante : Voici une liste d'autorités politiques, d'associations et de groupes de citoyen-ne-s qui se préoccupent (ou devraient se préoccuper) de défendre les droits des migrant-e-s. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure ces autorités, associations et groupes de citoyen-ne-s ont, selon vous, la volonté d'améliorer les droits des migrant-e-s en Suisse ?

matière de politique migratoire. Ainsi, sur l'enjeu de leur mobilisation, et pour lequel ils ont construit un cadre d'injustice, nous sommes bien face à des personnes qui ont une représentation mentale spécifique. D'un côté, ils délégitiment l'action des autorités en place et, de l'autre, ils portent un crédit élevé à l'action des acteurs de la société civile.

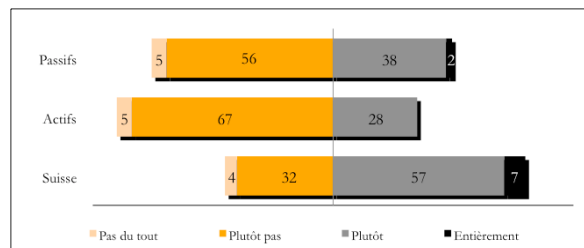
Figure 3.5: La perception des autorités et des organisations de la société civile en général

Légitimation du Conseil fédéral⁸



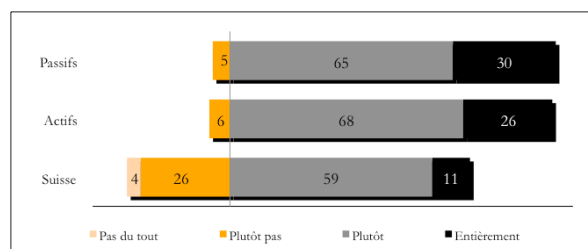
NOTE: Passifs n=308, Actifs n= 268, Suisse (EVS 2008) n=1264, Gamma a/p: .32***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation du parlement



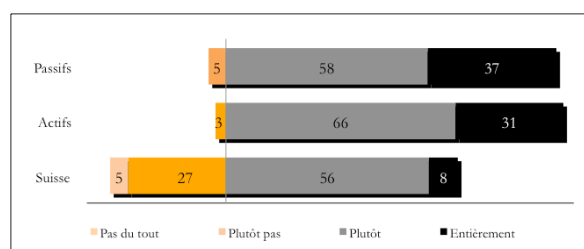
NOTE: Passifs n=307, Actifs n=261, Suisse (EVS 2008) n=1221, Gamma a/p: .21**. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations écologistes



NOTE: Passifs n=303, Actifs n=264, Suisse (EVS 2008) n=1206, Gamma a/p: .11. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations humanitaires



NOTE: Passifs n=312, Actifs n=262, Suisse (WVS 2007) n= 1241, Gamma a/p: .10. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Cette représentation mentale se distingue-t-elle du reste de la population suisse ? Les militant-e-s sont-ils des citoyen-ne-s qui ont des représentations du monde politique qui leur sont propres ou sont-ce des représentations partagées par l'ensemble des citoyen-ne-s ? Pour comparer avec le reste de la population suisse, nous avons un indicateur de confiance à l'égard des autorités politiques et des organisations de la société civile pour tout enjeu politique confondu (Figure 3.5). Pour les militant-e-s, le même constat peut être fait que précédemment. Ils tendent à discréditer les autorités politiques et à légitimer les acteurs des mouvements sociaux⁹. Leur représentation particulière du politique est donc valable autant sur l'enjeu qui les mobilise que pour tout enjeu politique confondu. Et cette *représentation du monde politique leur est spécifique*. Les militant-e-s délégitiment plus fortement les autorités politiques que la population suisse. De même, et bien que les

⁸ La question était la suivante : Pouvez-vous nous dire quelle confiance vous accordez aux institutions et associations/groupes suivantes ?

⁹ Les indicateurs des figures 3.4 et 3.5 sont fortement corrélés (Gamma). Autorités nationales et Conseil fédéral : .34***, autorités nationales et parlement : .22**, organisations de la société civile et organisations écologistes : .50***, et organisations de la société civile et organisations humanitaires : .46***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Suisse-sse-s portent un crédit favorable aux organisations de mouvements sociaux, celui-ci est nettement plus élevé pour les militant-e-s de Sosf.

Les militant-e-s ont donc bien des ressources cognitives particulières. Leur représentation du monde politique leur est spécifique en délégitimant les acteurs étatiques plus fortement que le reste de la population et en légitimant, là aussi plus fortement que le reste de la population, les acteurs protestataires qui entrent dans le champ politique pour défier les autorités en place. Cette représentation est partagée par l'ensemble des militant-e-s qu'ils soient activistes ou de simples sympathisant-e-s de Sosf. La seule exception est l'ampleur de la délégitimation des autorités qui est *plus vive chez les activistes que chez les sympathisant-e-s*.¹⁰ Ces représentations du politique plus marquées chez les activistes que chez les sympathisant-e-s expliqueraient-elles leur niveau d'engagement plus élevé ? Ou est-ce leur socialisation politique au cours de leur engagement qui façonnerait ces représentations politiques de façon plus saillante que chez les sympathisant-e-s ? Il est difficile de répondre à cette question avec nos données. Toutefois, la littérature, mais aussi les premières analyses de notre matériau qualitatif, montrent que l'engagement concret, c'est-à-dire en interaction avec les autres activistes, renforce certaines représentations mentales. Cela pourrait être le cas ici.

Des militant-e-s concernés par le bien commun

S'engager peut être compris comme une mobilisation pour protéger, conserver ou élargir le bien commun, des biens et droits partagés par tous. Manifester pour le droit de vote des étrangers, lutter contre la politique des NEM ou combattre pour un droit à la migration sont des actions qui peuvent être motivées par la défense du bien commun dont chacun des membres de la société est (ou devrait être) bénéficiaire. La question sous-jacente que nous nous posons ici est de savoir si les personnes qui s'engagent dans l'action protestataire ont un *souci particulier à l'égard du bien commun*. Ont-elles des représentations mentales spécifiques à l'égard de la société et du vivre ensemble qui les motiveraient à prendre part à l'action collective ?

Les militant-e-s de Sosf estiment clairement que ce n'est pas la tâche unique de l'Etat de défendre le bien commun (Figure 3.6). Le citoyen-ne doit lui aussi se préoccuper du bien commun. C'est de sa responsabilité de s'investir pour défendre, promouvoir ou élargir l'accès au bien commun. Les militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, ont des positions très fermes à cet égard. Ils mettent clairement en avant la *responsabilité civique* des individus pour défendre le bien commun. Les citoyen-ne-s doivent également contribuer à maintenir et développer le bien commun.

De surcroît, les militant-e-s, autant les activistes que les sympathisant-e-s, ont une représentation mentale assez claire de ce que veut dire vivre en société. *Vivre en société nécessite de se préoccuper du bien commun* (Figure 3.6). L'individu ne peut pas uniquement se préoccuper de lui et de ses propres intérêts. Vivre ensemble implique de se soucier des

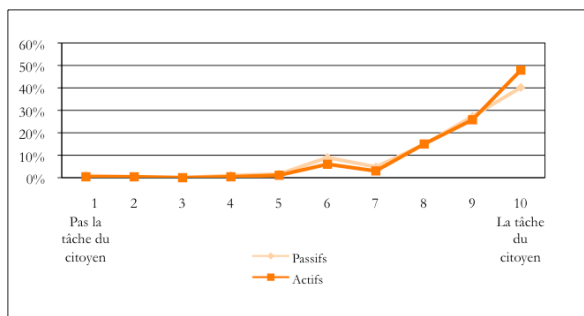
¹⁰ Cette interprétation s'applique pour les items suivantes : le Conseil fédéral et le parlement.

biens collectifs que partage l'ensemble des membres de la société plutôt que de se préoccuper de soi. Cependant, et comme l'indique le pic au milieu du graphe, ils n'ont pas une conception sacrificielle de la vie en société où seule la défense du bien commun compte. La très large majorité des militant-e-s n'oppose pas la défense de soi et de ses intérêts à la défense du bien commun. Les deux sont importants et ne peuvent s'opposer. Ce résultat met une fois encore en de mauvaises postures les thèses économistes de l'engagement, qui partent du présupposé ontologique que les individus sont uniquement motivés par la satisfaction de leurs intérêts personnels. Ici, nous voyons que les militant-e-s sont préoccupés par le bien commun et qu'ils n'opposent pas la défense de leurs intérêts et ceux de l'ensemble de la société. Dans leur représentation mentale, les deux sont essentiels pour vivre en société.

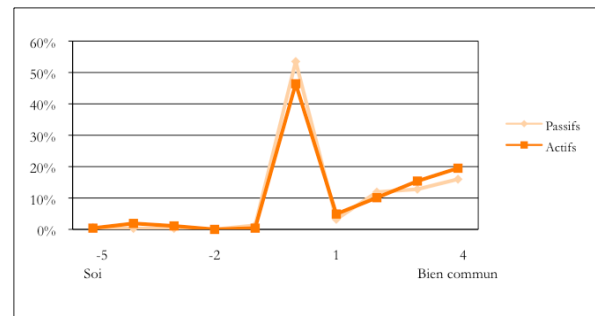
Figure 3.6: Des militant-e-s concernés par le bien commun

La responsabilité des citoyens de s'occuper du bien commun

L'importance de s'occuper du bien commun



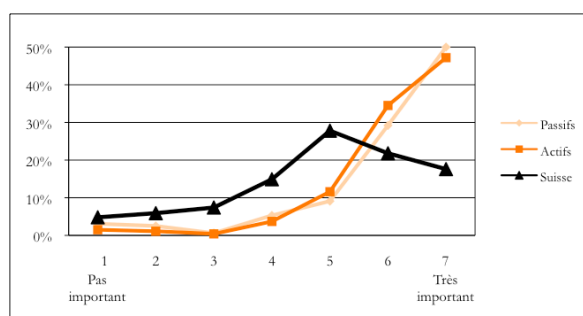
NOTE: Est-ce que c'est aussi la tâche du citoyen de se préoccuper des biens communs ou est-ce que ce n'est pas la tâche du citoyen? Passifs n= 311 (m=8.7, et=1.7), Actifs n=267 (m=9.0, et=1.5). Eta a/p: .10. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.



NOTE: Est-ce qu'il faut se préoccuper des biens communs ou est-ce qu'il faut d'abord se préoccuper de soi? Passifs n=312 (moyenne=1,2, écart type=1.7), Actifs n=267 (m=1.4, et=1.9). Eta a/p: .04. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Les militant-e-s ont une certaine représentation mentale de la société dans laquelle ils vivent. Mais leur est-elle spécifique? Sont-ils plus soucieux de la protection du bien commun que le reste de la population? Un indicateur comparatif avec l'ensemble de la population suisse montre que *les militant-e-s sont davantage préoccupés par le bien commun* et qu'ils le défendent même si cela implique des coûts au niveau individuel (Figure 3.7). En effet, et de façon plus importante que le reste de la population, les militant-e-s pensent que le citoyen-ne doit choisir des produits de consommation sur des critères éthiques, politiques ou environnementaux même si ces choix impliquent des coûts supplémentaires. Des choix de consommation qui ne nuisent pas au bien commun sont davantage privilégiés par les militant-e-s que par la population suisse.

Figure 3.7 : L'importance d'acheter les produits d'une manière responsable



NOTE : Il y a différentes opinions sur ce qu'il faudrait faire pour être un bon citoyen-ne. En ce qui vous concerne, quelle est l'importance de choisir les produits que vous achetez pour des raisons politiques, éthiques, environnementales même s'ils coûtent un peu plus chers ? Suisse (ISSP 2004) n=1055 (moyenne=4.9, écart type=1.6), Passifs n=319 (m=6.1, ét=1.1), Actifs n=266 (m=6.3, et=1.2). Eta a/p : .07. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Par ailleurs, les militant-e-s de Sosf se sentent *concernés par le destin des autres* (Tableau 3.3). S'ils sont tout autant concernés que les Suisse-sse-s par les conditions de vie de leurs proches, ils le sont en revanche davantage pour les autres, et en particulier les personnes appartenant à des cercles sociaux plus distants (*autres distants*), que ne l'est l'ensemble de la population. Ils se sentent préoccupés par les conditions de vie des personnes qui vivent à la fois au sein de notre espace et, au même degré, ce qui est nettement moins le cas des Suisse-sse-s, des personnes vivant au-delà de nos frontières. Les militant-e-s ont donc un souci plus prononcé du bien commun que le reste de la population. De surcroît, ce souci ne se délimite pas aux seuls membres de leur communauté nationale mais va bien au-delà.

Tableau 3.3 : Des militant-e-s concernés par les groupes distants

	CH	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	
	Concerné %	Concerné %	Concerné %	Concerné %	Gamma
Autre proche de soi					
Famille	96	93	93	94	.09
Voisins	57	68	68	70	.07
Région	46	61	61	60	-.02
Compatriotes	53	57	56	58	.03
Autre distant					
Europe	36	55	55	55	.01
Autre région du monde	na	73	71	79	.23*
Humanité	55	79	77	84	.24

NOTE : Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des groupes suivants ? CH (EVS 2008): n=1253-1262, GP n=385-651, SOSF Passifs n=411-430, Actifs=123-127). *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Des militant-e-s reliés aux autres

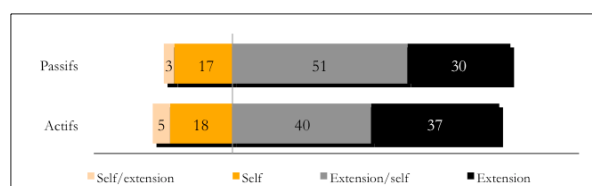
Se préoccuper du bien commun, et notamment pour la défense des droits des migrant-e-s, implique de se sentir lié aux autres, aux personnes qui partagent le même espace social que soi. Autrement dit, cette préoccupation implique de se sentir en interconnexion avec les autres. Monroe, dans son étude sur les Justes, a montré que ces personnes avaient un rapport à l'autre extensif, c'est-à-dire une perception qui comprend le monde comme étant une humanité partagée par tous. Les Justes avaient non seulement une représentation mentale spécifique à l'égard d'autrui mais aussi un fort sentiment d'interconnexion avec les autres (Oliner et Oliner 1988). Nous pouvons nous demander si les militant-e-s de Sosf ont eux aussi un *rapport spécifique à autrui*. L'engagement pour la défense des droits des migrant-e-s doit-il être entendu comme un engagement pour la défense d'une minorité particulière ou pour une amélioration plus large qui touche l'ensemble de l'humanité ?

Lorsque nous avons demandé aux militant-e-s de nous donner librement les motivations pour lesquelles ils se sont engagés pour la défense des droits des migrant-e-s, un militant-e sur cinq, qu'il soit activiste ou sympathisant-e, a mentionné des préoccupations qui touchaient *l'ensemble de l'humanité* ou des personnes en plus grande précarité qu'eux-mêmes (Tableau 3.2, supra). Nombre de militant-e-s ont expliqué leur engagement par les motifs suivants : « *Je défends les droits des personnes qui n'ont pas les moyens de se défendre* », « *Une société doit se préoccuper d'abord des plus faibles* », etc. La préoccupation à l'égard des autres mobilise donc une partie des militant-e-s de Sosf.

Nous avons demandé aux militant-e-s de Sosf si leur engagement était motivé par des préoccupations liées aux autres. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondants à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement pour la défense des droits des migrant-e-s, nous voyons clairement que leur action est avant tout dirigée sur les autres et non sur eux-mêmes (Figure 3.8). Pour la majorité des militant-e-s, leur acte d'engagement est perçu comme *une action pour les autres*. De même, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, les militant-e-s perçoivent leur engagement comme un acte altruiste, tourné vers les autres et non vers eux-mêmes (Figure 3.8).

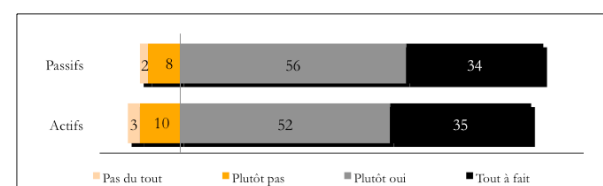
Figure 3.8: Un engagement tourné vers les autres

Les motivations des militant-e-s : pour les autres



NOTE: Pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour la défense des droits des migrant-e-s et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Passifs n= 428, Actifs n=133, Gamma a/p : ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

La perception de l'engagement comme un acte, un engagement altruiste



NOTE: On pourrait qualifier votre engagement pour défendre les migrant-e-s comme engagement altruiste ou pro-social. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette opinion ? Passifs n= 325, Actifs n=267. Gamma a/p: -.01. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les militant-e-s sont donc amplement motivés par une action protestataire qui est dévolue en premier lieu aux autres. Dans leurs représentations mentales, l'autre tient une place qui semble importante. Mais est-ce là une de leur particularité ? En d'autres termes, est-ce une représentation du monde qui leur est spécifique ou est-elle aussi partagée par l'ensemble de la population suisse ? Les militant-e-s et les Suisse-sse-s ont un niveau de confiance équivalent en vers ceux qui leur sont proches, que ce soit les membres de leur famille, leurs voisins ou encore le cercle de leurs connaissances (Tableau 3.4). On observe une différence pour les personnes rencontrées pour la première fois, en vers lesquelles les militant-e-s ont nettement plus confiance que les Suisse-sse-s. En plus, les militant-e-s se distinguent du reste de la population concernant *l'autre distant*. Si la plupart des Suisse-sse-s semblent avoir confiance en des personnes qui ont une autre religion ou nationalité qu'eux-mêmes, ce niveau de confiance est nettement plus élevé chez les militant-e-s, qu'ils soient des activistes ou des sympathisant-e-s.

Tableau 3.4: La confiance des militant-e-s dans l'autre distant

	CH	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	VdC
	Confiance %	Confiance %	Confiance %	Confiance %	
L'autre proche de soi					
Famille	99	99	99	97	-.08
Voisins	87	92	93	86	-.10*
Connaissances	97	99	100	99	-.06
Rencontré la 1ère fois	52	78	78	77	-.01
L'autre distant					
Autre religion	71	97	97	95	-.03
Autre nationalité	74	97	97	98	.04

NOTE: Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes suivants ? Suisse (WVS 2007) : n=1164-1236, Passifs n=371-427, Actifs=108-130. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

La confiance dans l'autre distant se voit encore confirmée par un indicateur qui tente de mesurer si les personnes posent des *frontières entre eux et les autres*, et notamment les autres qui sont socialement, religieusement ou ethniquement différents d'eux-mêmes. Les militant-e-s se distinguent assez clairement de la population suisse (Tableau 3.5). Les militant-e-s, que ce soit les activistes ou les sympathisant-e-s, ne posent presque aucune frontière entre eux et les autres venant d'autres univers sociaux, religieux ou encore ethniques que ceux auxquels ils appartiennent.

Les militant-e-s ont donc bien là *une représentation qui leur est spécifique*. Ils nouent, dans leurs représentations mentales, un rapport à l'autre, et principalement à l'autre distant, qui les distingue du reste de la population. Ils ne sont donc pas des citoyen-ne-s totalement comme les autres. Leur monde mental leur est spécifique.

Tableau 3.5: Des militant-e-s qui posent moins de frontières entre eux et l'autre distant

	CH	SOSF	SOSF Passifs	SOSF Actifs	
	%	%	%	%	CdV
L'autre distant	34	6	6	6	.00
<i>Gitans</i>	22	4	5	2	.05
<i>Musulmans</i>	11	1	1	3	.11*
<i>Juifs</i>	5	1	0	2	.10*
<i>Homosexuels</i>	7	0	0	1	.04
<i>Migrants</i>	4	0	0	1	.04
<i>Chrétiens</i>	1	1	1	2	.07

NOTE: Pouvez-vous indiquer les catégories de personnes que vous n'aimeriez pas avoir comme voisin? CH (EVS 2008) : n = 1254, Passifs n=428, Actifs=130. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Des militant-e-s qui croient en l'efficacité de leur action

La recherche sur la participation protestataire a mis en évidence que le lien cognitif que l'acteur entretient avec *les possibilités de changer*, d'améliorer ou encore d'éviter une détérioration d'une situation sociale est essentiel pour s'engager et rester engagé (Gamson 1992). L'évaluation subjective de l'efficacité de l'organisation pour mener à bien la protestation politique dont elle est porteuse et la perception que le militant-e a de l'utilité de son engagement sont des éléments clés pour mieux comprendre l'engagement des militant-e-s.

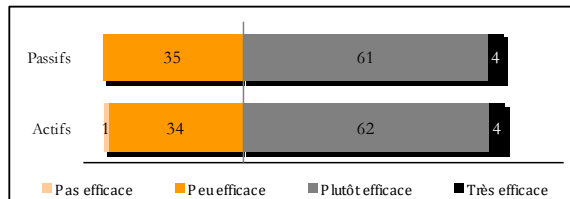
L'ensemble des militant-e-s, activistes et sympathisant-e-s confondus, a une haute considération de *l'efficacité de l'action conduite par l'organisation* pour apporter des changements en matière de protection de l'environnement (Figure 3.9). Deux tiers considèrent que leur effort de mobilisation auprès de Sosf n'est pas vain. Néanmoins, un tiers des militant-e-s estiment que Sosf est peu efficace pour apporter un changement social. Ce pourcentage est nettement plus élevé chez les militants de Sosf que ceux de Greenpeace par exemple. Contrairement à la protection de l'environnement, qui est un enjeu politique relativement consensuel, celui des migrations ne l'est pas. Certains militant-e-s de Sosf estiment que l'action de Sosf peut être importante, notamment pour des raisons morales (donner de la voix contre des injustices criantes) mais doute qu'elle puisse apporter un véritable changement social en matière de migration étant donné l'âpreté du contexte politique actuel.

Quant à *l'utilité de leur propre engagement*, activistes et sympathisant-e-s n'ont pas les mêmes perceptions. Les activistes estiment que leur action militante est utile à Sosf pour conduire ses actions à l'égard des migrant-e-s et pressions auprès des politiques. En revanche, les sympathisant-e-s doutent de l'utilité de leur soutien financier à Sosf. Le fait de ne pas être actif dans un processus politique si difficile qu'est la contestation pour les droits des migrants peut peut-être expliquer la différence entre ces deux populations de militant-e-s. Ou tout simplement, comme nous l'avons vu pour d'autres types de mobilisation, seul le fait d'être véritablement engagé dans un processus actif donne le sentiment de contribuer véritablement au changement. Toutefois, si les sympathisant-e-s, de façon modeste, estiment que leur engagement n'est pas extraordinairement utile pour Sosf, ils ont en

revanche le sentiment que l'action de Sosf l'est. Ainsi, percevoir l'action dans laquelle on est engagé comme une action qui contribue au changement social, ou qui évite une détérioration de la situation sociale ou politique, est une représentation mentale essentielle pour s'engager ou rester mobilisé.

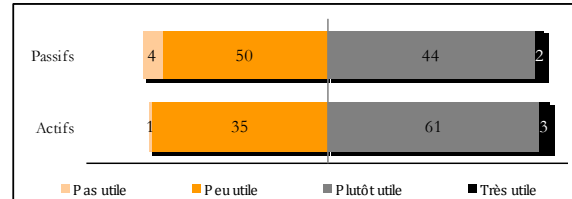
Figure 3.9: La perception des militant-e-s de l'utilité de l'engagement

L'utilité de l'action de Sosf



NOTE: Pensez-vous que l'action de Sosf est efficace pour renforcer la défense des droits des migrant-e-s? Passifs n=327, Actifs n=279. Gamma: .01. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

L'utilité de son propre engagement



NOTE: Comment évaluez-vous l'apport de votre engagement au sein de Sosf? Passifs n=302, Actifs n=251. Gamma: .35***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les motivations des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les **biens personnels et incitations matérielles** ne constituent pas des motivations pour s'engager pour la défense des droits des migrant-e-s. Tout d'abord peu de militant-e-s perçoivent leur engagement comme coûteux. Les incitations de ce type jouent donc un rôle mineur pour contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation. Ensuite, les deux-tiers des militant-e-s sont motivés essentiellement par des incitations non-matérielles, c'est-à-dire de type idéal. Seul les activistes, en tout cas la moitié d'entre eux, disent avoir été incités par des biens personnels parallèlement à des incitations non-matérielles. Pour Sosf, ces résultats ont une double implication. Premièrement, offrir aux militant-e-s une palette de biens personnels et matériels pour pouvoir rejoindre l'organisation n'a pas de sens puisque les militant-e-s sont avant tout motivés par des idées et des perceptions sur le monde, et non par la satisfaction de biens privés. En revanche, et bien que les incitations matérielles n'expliquent pas à elles seules les raisons de l'engagement des activistes, pour cette population de militant-e-s l'acquisition de compétences et l'élargissement de leur cercle d'amis constituent des motivations non négligeables. Sosf peut intervenir sur ces deux incitations, ou du moins les rendre visibles, pour élargir le cercle des activistes (et aussi les fidéliser).

Deuxièmement, les **représentations mentales constituent un facteur important pour s'engager pour la défense des droits des migrant-e-s**. Notre analyse a mis en évidence que les militant-e-s ont une carte cognitive spécifique qui se distingue de celle de la population suisse. Elle se distingue sur quatre dimensions essentielles. Premièrement, les militant-e-s ont développé un cadre d'injustice relatif à la question des droits des migrant-e-s et cet enjeu politique tient une place importante dans leur vie. Deuxièmement, ils entretiennent un rapport spécifique au monde politique en ayant tendance à délégitimer

les autorités politiques et à légitimer les acteurs de la société civile, notamment les organisations des mouvements sociaux. Troisièmement, les militant-e-s ont une préoccupation importante à l'égard du bien commun. De surcroît, ils ont une conception du bien commun qui va au-delà du cercle des membres de leur société. Ils ont, comme les Justes étudiés par Monroe, la représentation que nous partageons la même humanité avec les membres de notre société mais surtout avec les autres vivant ailleurs dans le monde. Enfin, ils perçoivent l'action de Sosf comme étant efficace pour apporter un changement social. Pour la perception de leur propre utilité en tant que militant-e, les sympathisant-e-s sont unanimes et les activistes jugent leur apport comme étant utile pour contribuer à ce changement. Ces quatre représentations mentales sont essentielles pour s'engager. Quelles sont les implications de ces résultats pour Sosf ? Il est certainement impossible pour Sosf de façonner de telles représentations pour mobiliser des personnes détentrices de ces cadres cognitifs. En revanche, elle peut s'appuyer sur ces représentations pour mobiliser des personnes détentrices de ces cadres cognitifs. En d'autres termes, Sosf peut faciliter la résonance cognitive entre ces personnes et l'action qu'elle conduit en mobilisant de telles représentations dans ses publications et campagnes.

Troisièmement, **activistes et sympathisant-e-s ne se distinguent guère quant à leur carte cognitive**. Seuls deux représentations mentales les distinguent clairement : la construction du cadre d'injustice et l'utilité qu'ils ont de leur engagement pour contribuer au changement social. Pour la première représentation, nous avons vu que pour s'engager il est essentiel de développer un cadre d'injustice. Toutefois, ce qui distingue les activistes des sympathisant-e-s a trait à la place que tient ce cadre d'injustice dans leur vie. Pour les activistes, ce cadre d'injustice tient une place très importante dans leur vie. Pour la seconde représentation mentale, les activistes ont une plus forte perception de l'utilité de leur engagement pour Sosf et que cet engagement est *in fine* utile pour contribuer au changement social. Pour Sosf, ces résultats ont une implication. Sosf joue sans conteste un rôle socialisateur important pour les activistes. Les interactions des activistes avec l'organisation, et entre eux, renforcent certaines représentations qui sont importantes pour s'engager activement, notamment le cadre d'injustice et la perception de l'utilité de son propre engagement. Sosf doit donc être attentif à favoriser la construction et le renforcement de ces deux perceptions parmi ses activistes. Renforcer le cadre d'injustice et informer ses activistes de l'utilité de leur engagement est certainement une clef importante pour le recrutement des activistes mais aussi pour qu'ils maintiennent leur haut niveau d'engagement.

Quelle évaluation portent les militant-e-s sur Sosf ?

Après avoir analysé les mondes sociaux, normatifs, relationnels, et cognitifs des militant-e-s, nous allons maintenant nous tourner vers l'évaluation que portent les militant-e-s sur leur organisation. Dans le cadre de cette enquête, Sosf avait posé un certain nombre de questions à ses membres. Ce sont ces questions qui sont examinées ici¹¹.

Une organisation faîtière qui doit sensibiliser l'opinion publique

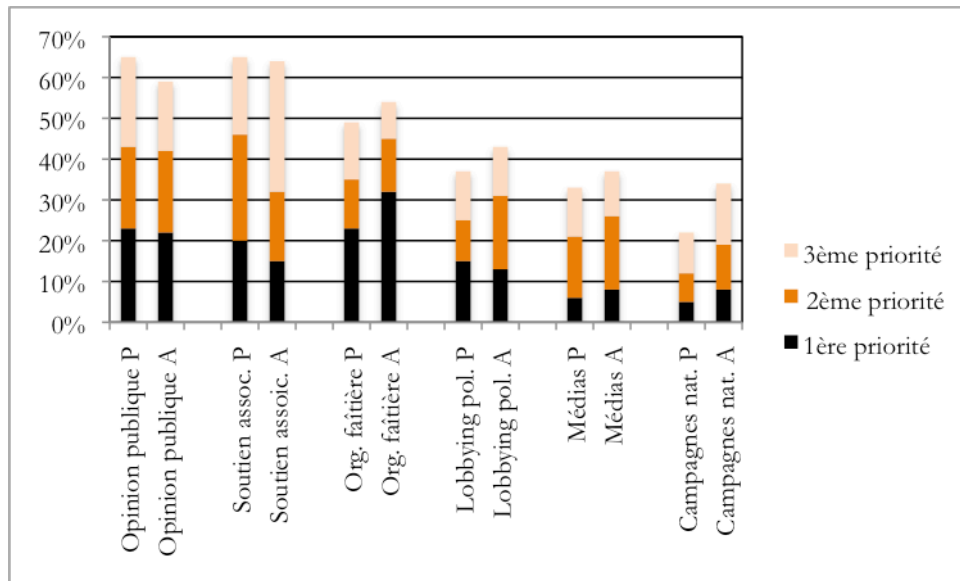
Sosf a fixé comme l'un de ses principaux objectifs de mettre en relation la multitude des petites organisations travaillant pour les mêmes buts en se positionnant comme organisation faîtière. En examinant l'activité de Sosf, le souci de créer des réseaux plus intenses ressort clairement. Est-ce que ce but est également partagé par les militant-e-s de Sosf ? Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer un certain nombre de *tâches* dans lesquelles Sosf est engagé, ou souhaite le devenir. Parmi les tâches proposées, les militant-e-s devaient fixer trois tâches qui leur semblent prioritaires pour les activités futures de Sosf.

Très clairement, les militant-e-s de Sosf souhaitent que l'organisation se concentre sur son *travail d'organisation faîtière* en réunissant les différentes forces associatives qui luttent pour les droits des migrant-e-s (Figure 4.1). Le soutien aux organisations de migrant-e-s afin qu'elles puissent défendre efficacement leurs droits et préoccupations est également perçu comme étant central par les militant-e-s. En même temps, Sosf *ne doit pas délaisser son rôle de socialisation de l'opinion publique*. En effet, plus de la moitié des militant-e-s juge prioritaire que Sosf continue son travail de sensibilisation de l'opinion publique. En revanche, faire du lobbying politique, exercer une pression auprès des médias et mener des campagnes et manifestations au niveau national sont des actions considérées comme moins prioritaires. Toutefois, aucune des tâches proposées dans cette question n'est jugée comme non prioritaire. Il faut donc souligner que Sosf doit continuer d'accomplir des tâches diverses mais que les militant-e-s la soutiennent dans son travail d'organisation faîtière en Suisse.

Activistes et sympathisant-e-s ne diffèrent guère dans leur perception des tâches à prioriser par Sosf. Toutefois, les activistes priorisent un peu plus l'engagement protestataire (campagnes et manifestations), faire du lobbying auprès des médias et des politiques. En plus, pour les activistes le travail d'organisation faîtière est clairement la tâche la plus importante (cf. 1^{ère} priorité), alors que les sympathisant-e-s estiment que la sensibilisation de l'opinion publique et le soutien aux organisations des migrants sont aussi importants que le travail d'organisation faîtière.

¹¹ Toutes les questions discutées dans cette section ont été formulées par Sosf. Nous avons simplement mis à disposition notre expertise liée aux enquêtes quantitatives pour aider à la conceptualisation et formulation de certaines de ces questions.

Figure 4.1: Les tâches (par ordre de priorité) que Sosf devrait accomplir selon les militant-e-s



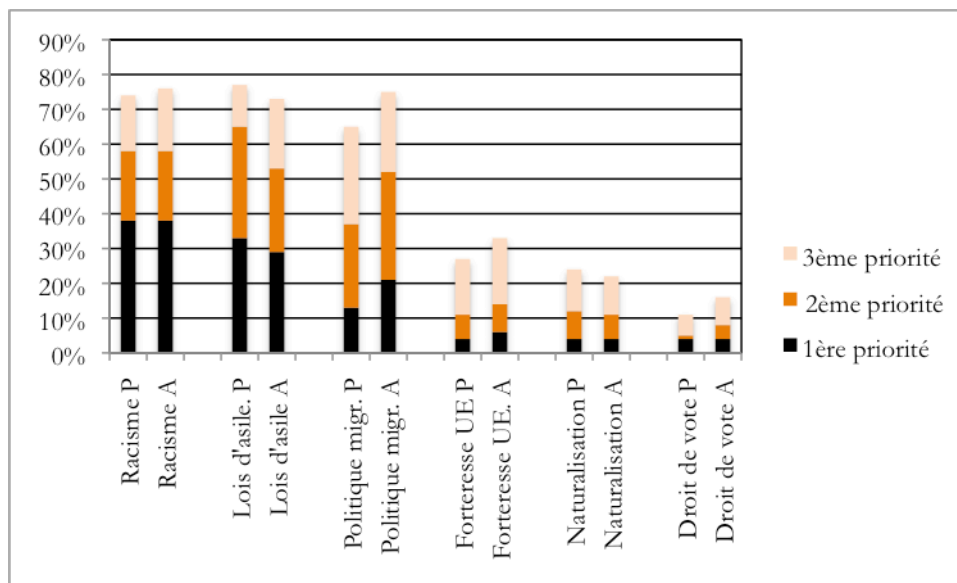
NOTE: Voici une liste de tâches qu'accomplit (ou devrait accomplir) Sosf. Toutes ces tâches sont importantes. Toutefois, si SOSF devait se concentrer sur 3 tâches principales, lesquelles seraient les plus importantes à vos yeux? Les items à choisir étaient les suivants: Travail de sensibilisation de l'opinion publique, travail de soutien aux associations de migrants, travail d'organisation faitière, travail de lobbying politique, travail de pression / information auprès des médias, travail d'organisation des campagnes / manifestations au niveau national. Passifs n=320, Actifs n=265.

Racisme, droit d'asile et politique migratoire au centre des préoccupations des militant-e-s

Défendre les droits des migrant-e-s est un terme qui implique une multitude de *domaines politiques* où l'on peut s'investir. Ainsi, on peut préférer atteindre des buts très généralistes comme le combat contre le racisme et la xénophobie ou la lutte pour une politique migratoire plus ouverte. Mais on peut aussi se concentrer sur des buts plus spécifiques comme la lutte contre le durcissement des lois d'asile ou la défense du droit de vote des étranger-e-s. Les domaines politiques peuvent varier, selon l'aspect général ou particulier mais ils peuvent également varier selon les personnes prises en considération: les migrant-e-s sont catégorisés politiquement. Ainsi, défendre les droits des NEMs ne peut être comparé avec un engagement politique pour les Secondo-a-s, par exemple. La question sur les domaines politiques sur lesquels intervenir en priorité est donc un double choix: Qui défendons-nous et qui protégeons-nous? Que pensent les militant-e-s de ces choix?

Très clairement, les militant-e-s de Sosf souhaitent que l'organisation se concentre sur *trois domaines politiques*: La lutte contre le racisme et la xénophobie, la lutte contre le durcissement des lois d'asile et la lutte pour une politique migratoire plus ouverte. En correspondance avec la haute priorité que donnent les militant-e-s à la sensibilisation de l'opinion publique (cf. Tableau 4.1, supra) ces trois domaines politiques impliquent un travail général de sensibilisation de l'espace public. Autrement dit, les militant-e-s ne semblent pas souhaiter que Sosf se concentre sur des buts très concrets (comme la lutte pour la naturalisation facilitée des Secondo-a-s ou la défense du droit de vote des étranger-e-s), mais qu'elle envisage un changement social plus général.

Figure 4.2: Les domaines politiques (par ordre de priorité) sur lesquels Sosf devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE: Sosf lutte sur différents domaines politiques. Tous ces domaines sont importants. Toutefois, si SOSF devait se concentrer sur 3 domaines politiques, lesquels seraient les plus importants à vos yeux? Les items à choisir étaient les suivants : Lutte contre le racisme et la xénophobie, lutte contre le durcissement des lois d'asile, lutte pour une politique migratoire plus ouverte, lutte contre la forteresse Europe, lutte pour une naturalisation facilitée des Secondo-a-s, défense du droit de vote des étrangers. Passifs n=321, Actifs n=255.

Concernant les domaines politiques, activistes et sympathisant-e-s montrent également une forte homogénéité. Ainsi, *activistes et sympathisant-e-s ne se distinguent pas* véritablement en termes d'enjeux politiques. Les priorités politiques sont relativement homogènes entre ces deux sphères militantes. La seule exception à relever est que les activistes jugent la lutte pour une politique migratoire plus ouverte plus prioritaire que les sympathisant-e-s.

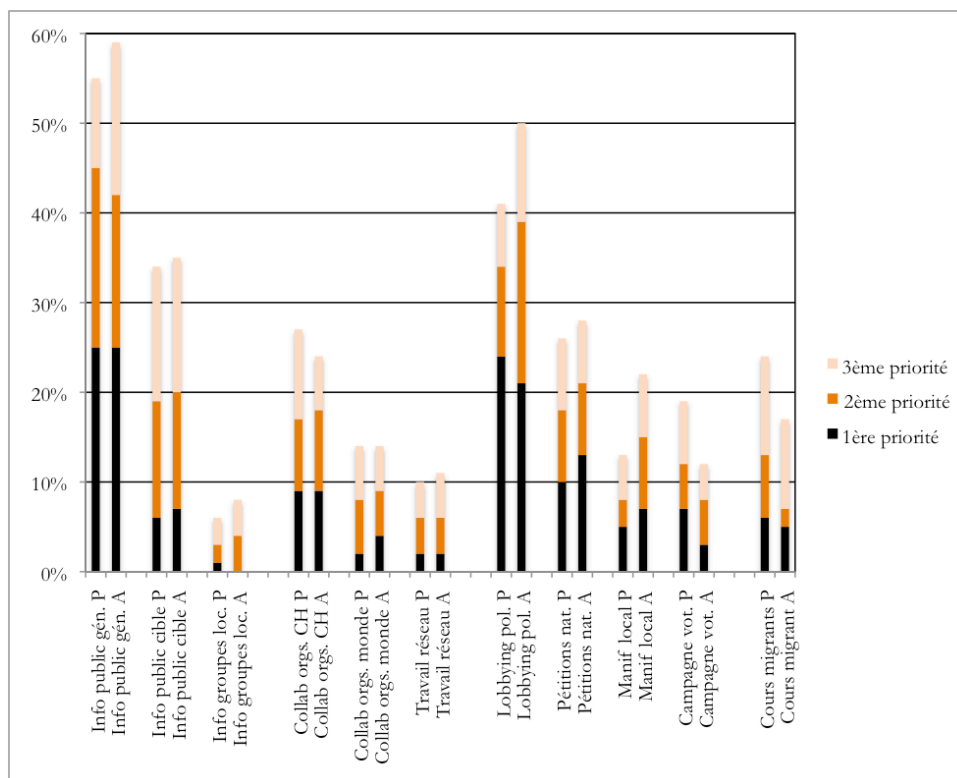
Lobbying politique et informer la population

Les organisations de mouvements sociaux ont différents *moyens d'action* pour agir sur le plan politique. Sosf utilise un répertoire d'action proche des groupes d'intérêt, comme le lobbying politique par exemple, la prise de position lors de campagnes de votation ou le lancement des pétitions. Faire pression sur les autorités politiques est la spécificité même des acteurs protestataires mais cette activité se couple généralement à une autre activité qui est de sensibiliser la population aux enjeux politiques portés par ces acteurs protestataires. En plus, Sosf amène de l'aide directe à la population touchée en lui offrant des cours spécifiquement destinés. Que pensent les militant-e-s de ces différents moyens d'action et lesquels privilégient-ils pour faire avancer la cause des migrant-e-s ?

Nous avons présenté aux militant-e-s une liste de tous les moyens d'action utilisés par Sosf. Dans cette liste ils ont dû choisir cinq moyens d'action jugés prioritaires pour l'organisation. Nous avons regroupé ces moyens d'action en quatre catégories (Figure 4.3). Premièrement, nous avons les formes d'action qui visent à informer et sensibiliser la population aux problèmes des migrant-e-s. Deuxièmement, nous avons regroupé les actions qui visent à organiser un travail de réseaux et de collaboration avec d'autres

organisations politiques. Enfin, nous avons regroupé les formes d'action politique. Nous avons mis à part l'offre des cours pour les migrant-e-s.

Figure 4.3: Les moyens d'action (par ordre de priorité) sur lesquels Sosf devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE: Sosf utilise différents moyens d'action. Tous ces moyens d'action sont importants. Toutefois, si Sosf devait se concentrer sur 5 moyens d'action lesquels seraient les plus importants à vos yeux? Les items à choisir étaient les suivants: Information au public / Information à des publics cibles / Information aux groupes locaux / Collaboration avec d'autres organisations en Suisse / Collaboration avec d'autres organisations en Europe et dans le monde / Travail de réseau / Lobbying politique / Lancer des pétitions au niveau national / Organisation de manifestation nationales, locales / Prise de position lors de campagnes de votation / Cours pour les migrant-e-s. Pour plus de lisibilité, nous avons recodé les priorités de la manière suivante: 1^{ère} priorité = 1^{ère} priorité / 2^{ème} et 3^{ème} priorité = 2^{ème} priorité / 4^{ème} et 5^{ème} priorité = 3^{ème} priorité. Passifs n=323, Actifs n=264.

L'évaluation des moyens d'action est une image de l'évaluation des tâches à prioriser. Là aussi, l'information du public, c'est à dire la sensibilisation de la population aux problèmes des migrant-e-s, est un moyen d'action que doit absolument privilégier Sosf. Cette information doit se faire sur l'ensemble de la population et en même temps doit être dirigée sur des groupes cibles. Par contre, l'information aux groupes locaux n'est pas une tâche dont Sosf doit s'occuper en priorité.

Les formes d'action politique prennent une place importante parmi les priorités des militant-e-s de Sosf. On voit là très clairement que les militant-e-s adhèrent à une organisation dans le but d'articuler des revendications politiques auprès des autorités et autres acteurs influents de l'espace public (les médias). Ils souscrivent donc très largement à ce but en évaluant les moyens d'action politique comme étant très importants. Parmi les différentes formes d'action politique, le lobbying politique est de loin le moyen le plus privilégié alors que

d'autres formes d'action, comme lancer des pétitions, organiser des manifestations ou encore prendre position lors de campagnes de vote, le sont nettement moins.

Bien que moins important que l'information de la population et le lobbying politique, *l'organisation de réseaux politiques* suscite de l'intérêt auprès des militant-e-s. Toutefois, ce travail de réseau et de collaboration politique doit se faire essentiellement au niveau national. De manière générale (cf. Figures 4.2, 4.3), les militant-e-s semblent préférer une focalisation au niveau national. Ainsi, la lutte contre la « forteresse Europe » ou la collaboration avec des organisations au niveau international attire moins l'attention que les enjeux au niveau national. Ce résultat semble étonnant vu que la politique migratoire se joue de plus en plus au niveau européen, voire mondial. Pour Sosf, ce résultat implique qu'elle doit se concentrer sur la politique en Suisse et ainsi suivre l'avis de ses militant-e-s, ou effectuer un travail d'explication auprès de ses militant-e-s, si elle souhaite s'engager également au niveau international. Agir politiquement, surtout par le biais du lobbying politique, et informer la population et des publics cibles sur les préoccupations des migrant-e-s, constituent les formes d'action que devraient privilégier Sosf.

Sympathisant-e-s et activistes divergent peu quant aux modes d'action que devraient privilégier Sosf. Activistes et sympathisant-e-s privilégient le lobbying politique et estiment que l'information du public est très importante. On observe toutefois des différences entre sympathisant-e-s et activistes lorsqu'on observe l'importance accordée aux moyens d'actions par les deux groupes. Par exemple l'organisation de manifestations au niveau national et local est plus importante pour les activistes que pour les sympathisant-e-s. En revanche, les sympathisant-e-s privilégient un peu plus la prise de position lors des votations, l'offre des cours pour les migrant-e-s et la collaboration avec d'autres organisations en Suisse.

Un taux de réception distinct pour les newsletters et le bulletin trimestriel

Après avoir discuté des tâches à accomplir, des domaines politiques et des moyens d'action qui sont privilégiés par les militant-e-s, nous passons maintenant aux canaux d'interaction entre Sosf et ses membres. Savoir qui utilise quels canaux d'interaction a évidemment l'avantage de pouvoir distinguer quel moyen d'information est le plus adapté pour interagir avec les militant-e-s.

Nous voulions savoir si les militant-e-s *reçoivent les publications de Sosf*, notamment la newsletter et le bulletin trimestriel. Le résultat est très tranché (Tableau 4.1). Alors que la grande majorité des militant-e-s reçoit le bulletin trimestriel, très peu de militant-e-s reçoivent la newsletter. Et lorsque l'on distingue activistes et sympathisant-e-s dans ce résultat, il apparaît que seul un activiste sur sept reçoit la newsletter, et que moins de 10% des sympathisant-e-s la reçoit. Pour Sosf, cela implique qu'il faut réfléchir à l'utilité de la newsletter. Soit l'organisation essaie d'élargir le cercle restreint des destinataires de la newsletter, soit elle réduit fortement son investissement pour ce moyen d'information, voire l'abandonne.

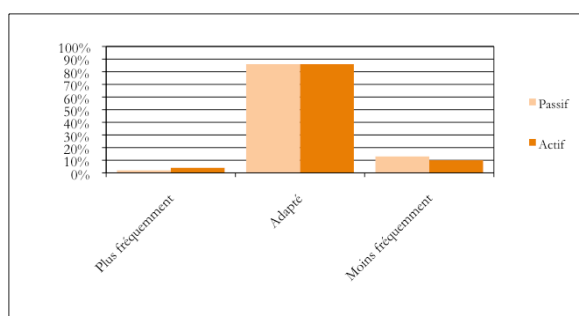
Tableau 4.1: La réception de l'information de Sosf

	<i>Passifs</i>	<i>Actifs</i>	<i>Eta</i>
	%	%	
Newsletter	9	16	.11*
Bulletin trimestriel	85	85	.00

NOTE: Sosf produit une newsletter électronique / un bulletin trimestriel. Le/la recevez-vous ? Passifs n=54-60, Actifs n= 52-62. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Comment les militant-e-s évaluent le bulletin trimestriel ? Nous avons demandé aux destinataires de ce bulletin d'évaluer la fréquence de parution et le contenu du bulletin trimestriel. Pour cette question, activistes et sympathisant-e-s sont unanimes. Le quasi totalité estime que le bulletin est adapté tel qu'il est.

Figure 4.4 : L'opinion des militant-e-s sur la fréquence de parution du bulletin trimestriel



NOTE: Si vous recevez le bulletin trimestriel, estimez-vous que le bulletin devrait apparaître plus fréquemment et être plus actuel, que le bulletin est adapté tel qu'il est, que le bulletin devrait apparaître moins fréquemment mais traiter les sujets d'une manière plus approfondie / plus détaillée. Passifs n=200, Actifs n=177.

Un potentiel de mobilisation très faible

Les militant-e-s souhaitent-ils *s'engager davantage auprès de Sosf* qu'ils ne le sont actuellement ? *Très peu des répondant-e-s* souhaitent s'engager davantage (Tableau 4.2). Nous voyons ici confirmés les résultats des analyses sur l'insertion dans les réseaux formels (cf. chapitre 2). Autrement dit, les membres de Sosf ne semblent pas être des nouveaux membres mais des personnes déjà engagées dans d'autres organisations. Par conséquent, il reste peu de potentiel de mobilisation pour Sosf. Selon notre analyse, les activistes peuvent davantage s'imaginer s'engager plus intensément auprès de Sosf que les sympathisant-e-s. Toutefois, rappelons que la catégorie des activistes ici n'implique pas que ces personnes sont actives auprès de Sosf, mais qu'elles peuvent être actives dans d'autres organisations qui défendent les droits des migrant-e-s.

De quelle manière les personnes voulant s'engager plus souhaiteraient contribuer à l'organisation ? Pour cette question, activistes et sympathisant-e-s se positionnent de façon distincte. Pour les *sympathisant-e-s*, l'élargissement de leur effort de mobilisation va

surtout vers une *augmentation de leurs contributions financières*. Néanmoins, presque la moitié des sympathisant-e-s voulant s'engager davantage montrent également un intérêt pour donner de leur temps à Sosf. Ces personnes souhaitent essentiellement participer à des actions concrètes comme par exemple des manifestations. En revanche, les sympathisant-e-s seraient moins mobilisables pour participer à des projets politiques, pour donner un coup de main au secrétariat, ou encore pour devenir membre d'un groupe de travail ou du comité.

Les *activistes* sont aussi enclins à consacrer une plus grande partie de leurs temps pour Sosf. Ainsi, la moitié, voire plus, des activistes voulant s'engager davantage, peut s'imaginer participer à des actions concrètes ou à des projets politiques ou encore de devenir membre d'un groupe de travail. En revanche, les activistes ne veulent pas aider le secrétariat, ni devenir membre du comité. Le secrétariat doit donc probablement renoncer à une aide supplémentaire.

Tableau 4.2: Manière de s'engager davantage à Sosf

	Sosf <i>Passifs</i>	Sosf <i>Actifs</i>
	%	%
S'engager davantage ?		
<i>Oui</i>	8	13
De quelle manière ?		
<i>Donner plus d'argent</i>	64	61
<i>Participer à des actions concrètes</i>	43	66
<i>Participer à des projets politiques</i>	27	53
<i>Aider le secrétariat dans ses tâches</i>	21	14
<i>Devenir membre d'un groupe de travail</i>	18	45
<i>Devenir membre du comité</i>	2	15
n	303	251

NOTE: Souhaiteriez-vous vous engager davantage à Sosf ? Si oui, de quelle manière souhaiteriez-vous vous engager à Sosf ?

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur l'évaluation que les militant-e-s portent sur leur organisation nous retiendrons cinq points. Premièrement, les **militant-e-s souhaitent que Sosf remplisse les tâches d'une organisation faîtière**. La sensibilisation de l'opinion publique, l'aide aux organisations des migrant-e-s et le lobbying politique sont ainsi les tâches à prioriser par Sosf. Activistes et sympathisant-e-s ne diffèrent pas dans leurs opinions. Pour Sosf, ces résultats ont une implication. Son positionnement comme organisation faîtière est en adéquation avec les attentes des militant-e-s.

Deuxièmement, **la lutte contre le racisme, contre un durcissement des lois d'asile et pour une politique migratoire plus ouverte** sont les domaines politiques que Sosf devrait privilégier selon ses militant-e-s. D'après eux, Sosf devrait donc se concentrer sur des buts du type généraliste et, en parallèle des tâches priorisées, viser une plus large sensibilisation de l'opinion publique sur ces enjeux. Pour Sosf, cela implique que si elle souhaite lutter pour un but concret – comme le droit de vote des étrangers – il convient de communiquer ce but concret dans un cadre plus large, comme par exemple la lutte pour une politique migratoire plus ouverte.

Troisièmement, les militant-e-s de Sosf estiment que **l'action politique et l'information de la population sont prioritaires**. En ce qui concerne les formes d'action politiques, ils privilégient clairement le lobbying politique. Les prises de position pendant des campagnes de vote, le lancement de pétitions ou même l'organisation des manifestations restent des moyens d'action importants mais nettement moins que le lobbying politique. Pour l'information au public, ils privilégient deux moyens d'action : informer l'ensemble de la population et des publics cibles en même temps. Enfin, la collaboration avec d'autres organisations est envisageable mais devrait se faire essentiellement au niveau national selon les militant-e-s. Si Sosf souhaitait s'engager aussi au niveau international, un travail de communication avec ses militant-e-s serait donc incontournable.

Quatrièmement, **la réception du bulletin et de la newsletter de Sosf varient énormément**. Alors que le bulletin trimestriel est reçu par la grande majorité et jugé comme adapté tel qu'il est par ses membres, il n'y a qu'une petite minorité qui reçoit la newsletter. Sosf devrait donc réfléchir quant à l'utilité de sa newsletter et au temps qu'elle investit pour son élaboration et son envoi. Soit elle essaie d'élargir le cercle des destinataires, soit elle abandonne cet outil de communication.

Le dernier thème abordé était le potentiel de mobilisation de Sosf. En effet, **Sosf repose sur un potentiel de mobilisation très restreint**. Seul un militant-e sur dix peut s'imaginer s'engager davantage. Sosf devrait donc plutôt s'investir pour recruter des nouveaux militant-e-s, activistes et sympathisant-e-s, que d'essayer de convaincre ses militant-e-s de s'engager davantage. Voilà la piste principale qui se dégage de nos analyses.

Annexe méthodologique

1999 membres de Sosf ont été contactés pour cette enquête. En tout, 878 personnes ont répondu à notre sondage, soit *44% des personnes contactées* pour cette enquête. Comme presque la moitié des personnes contactées a fait suite à notre appel, nous arrivons à un taux de réponse à l'enquête qui est satisfaisant. En tout cas, il est plus élevé quant au taux de réponses que l'on arrive actuellement à avoir en conduisant des sondages.

Malheureusement, nous n'avons pas beaucoup d'informations à notre disposition pour tester la représentativité des répondant-e-s d'une manière approfondie. Toutefois, vu le taux de réponse assez élevé et l'information que nous avons sur le sexe (Tableau A.1), nous pouvons dire que notre échantillon a une bonne représentativité. En revanche, comme nous avons sur-échantillonné les activistes et les francophones pour pouvoir analyser les militant-e-s en fonction de leur degré d'implication dans l'organisation et en fonction de leur langue maternelle, les répondant-e-s ne sont pas représentatifs de l'ensemble des membres de Sosf. Dans les analyses présentées dans ce rapport, nous avons corrigé la surreprésentation des francophones par une pondération qui donne plus de poids aux répondant-e-s germanophones. En plus, le choix de surreprésenter les activistes nous permet d'être représentatif de deux population militantes distinctes : les activistes d'un côté et les sympathisant-e-s de l'autre. C'est la raison pour laquelle nous présentons toutes nos analyses en séparant les activistes des sympathisant-e-s.

Tableau A.1: Représentativité de l'enquête

	Population mère	Diff.	Echantillon
	%	%	%
Degré d'engagement			
<i>Activistes</i>	18%	25%	43%
<i>Sympathisant-e-s</i>	82%	-25%	57%
Sexe			
<i>Femmes</i>	43%	-7%	36%
<i>Hommes</i>	38%	-4%	34%
<i>Inconnu</i>	19%	+11%	30%
Langue*			
<i>Allemand</i>	84%	-19%	65%
<i>Français</i>	16%	+19%	35%
Total	3193		878

Les activistes ont été de meilleurs répondants (55%) que les sympathisant-e-s (29%). Etant donné que Sosf est une organisation faîtière, nombre de personnes soutiennent financièrement Sosf mais sont en revanche actives dans des collectifs et autres organisations de défense des droits des migrant-e-s. Pour analyser de façon appropriée les personnes véritablement actives dans la défense des migrant-e-s et celles qui apportent un soutien uniquement financier, nous avons regroupé dans la catégorie des « activistes » les militant-e-s actifs à Sosf et dans d'autres organisations de défense des migrant-e-s. Sosf a 17% d'activistes, mais elle a 18% de sympathisant-e-s actifs dans d'autres organisations. Au total, la catégorie « activistes » représente 35% de l'échantillon. Dans les tableaux et

figures, nous utilisons le terme « actif » pour désigner les activistes et « passif » pour désigner les sympathisant-e-s.

Un sondage est toujours assorti d'une marge d'erreur. L'ampleur de la marge d'erreur statistique dépend du nombre de répondant-e-s à l'enquête. Nous avons un échantillon de 878 militant-e-s de Sosf qui ont répondu à l'enquête. Cependant, ces militant-e-s n'ont pas toujours répondu à l'ensemble des questions de l'enquête, ce qui augmente le nombre de données manquantes et réduit l'échantillon sur lequel sont calculées les statistiques de certaines questions. Pour l'ensemble des questions, la moyenne des réponses est autour de 580 personnes. Pour un échantillon de 580 personnes, la marge d'erreur est d'environ 4%. Ainsi, tout pourcentage doit être compris avec sa marge d'erreur. Par exemple, si l'on considère que 34% des sympathisant-e-s estiment que les actions de Sosf sont très efficaces, ce pourcentage doit être lu comme suit : entre 30% (-4%) et 38% (+4%) des sympathisant-e-s estiment que les actions de Sosf sont très efficaces. Ainsi, les faibles différences ne peuvent pas être interprétées comme étant des différences significatives.

Bibliographie

Bartolini, Stefano et Peter Mair 1990. *Identity, Competition, and Electoral Availability*. Cambridge: Cambridge University Press.

Bütschi, Danielle 1997. *Information et opinions. Promesses et limites du questionnaire de choix*. Thèse de doctorat. Université de Genève.

Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest : Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.

Kriesi, Hanspeter 1993. *Political Mobilization and Social Change*. Aldershot: Avebury.

McAdam, Doug 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press.

Monroe, Kristen R. 2006. *The Hand of Compassion*. Portraits of Moral Choice during the Holocaust. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Oliner, Samuel P. and Pearl M. Oliner 1988. *The Altruistic Personality. Rescuers of Jews in Nazi Europe*. New York : Free Press.

Oliver, Pamela 1980. « Rewards and Punishments as Selective Incentives for Collective Action. Theoretical Investigation ». *American Journal of Sociology* 85: 1356-75.

Olson, Mancur 1965. *The Logic of Collective Action*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Passy, Florence 1998a. *L'action altruiste*. Genève : Droz.

Passy, Florence 1998b. *Les militants du WWF. Les chemins de leur engagement*. Rapport de recherche pour le WWF.

Piven, Frances F. and Richard A. Cloward 1979. *Poor People's Movements*. New York : Vintage Books.

Snow, David A. and Robert D. Benford 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». In : *Frontiers of Social Movement Theory* ed. by A.D. Morris and C. McClurg Mueller. New Haven : Yale University Press.